

FRANCE FORUM

MAI 1958 - N° 10 - 150 F



JEUNESSE 58

Que pense-t-elle de la politique ?

COURRIER DES LECTEURS

La justice et l'austérité

Votre dernier forum « *Pouvons-nous pratiquer la politique économique de nos besoins ?* » est intéressant parce qu'il montre bien que, devant les réalités économiques, les hommes sincères et de bonne volonté, qu'ils soient techniciens ou syndicalistes, ne sont pas loin de s'entendre, même si leurs origines ou leurs activités les poussent à mettre l'accent sur un point ou sur un autre.

Un problème reste cependant posé auquel aucune solution n'est apportée, c'est celui de la *justice dans l'austérité*. Il est effleuré par M. Mastracci qui souhaite « *que les sacrifices nécessaires soient compatibles avec le maximum de justice sociale* ».

Mais comment cela peut-il être possible dans le système économique actuel ?

On nous dit que certains prix ont considérablement augmenté, c'est le cas du vin et de la viande, parce que ces produits nous manquent, mais c'est le rationnement par l'argent. Ceux qui perçoivent un revenu fixe, qu'ils soient salariés, retraités ou pensionnés, sont toujours les victimes. Les mouvements sociaux actuels n'ont pas d'autre explication, il y a des gens qui, même en période d'austérité, ne se privent de rien : c'est là tout le problème.

G. J..., Montreuil.

Parlez-nous de l'Algérie...

Ayant lu avec intérêt le numéro de votre dynamique revue, dois-je m'étonner de la place restreinte réservée à l'Algérie ? Certainement, l'arithmétique parlementaire impose aux hommes politiques et au Gouvernement une prudence dans les propos et un manque d'imagination en ce qui concerne l'Algérie, qui confine à un immobilisme dont l'opinion se lasse.

C'est à mon avis le rôle d'une revue comme la vôtre non seulement d'in-

former une opinion chloroformée, mais aussi de la former. Pour cela — aussi paradoxal que cela paraisse — il vous appartient — vous qui n'êtes pas paralysés dans les mailles d'une majorité gouvernementale sans politique algérienne bien définie — de proposer une solution pour l'Algérie. Si la tâche vous paraît trop lourde, ou sans intérêt pratique, vous pourriez analyser les solutions proposées de tous côtés en les commentant. C'est sur l'Algérie que les Français commencent à juger les hommes... et les revues.

F. G..., Antony.

... et des rapports du capital et du travail au sein de l'entreprise

C'est avec beaucoup d'intérêt que je lis *France-Forum*. J'aime ces confrontations d'idées auxquelles participent des hommes de formation souvent fort différente. On y trouve là un enseignement vivant et instructif.

J'ai beaucoup apprécié l'entretien paru dans le n° 9 ayant pour titre : « *Pouvons-nous pratiquer la politique économique de nos besoins* ». La discussion y fait ressortir la nécessité d'un plan, mais chaque participant se montre visiblement préoccupé d'éviter les excès d'une planification trop autoritaire, ce qui est bien la marque du génie français.

Syndicaliste, je serais désireux de voir aborder dans un prochain forum la question des rapports du capital et du travail au sein de l'entreprise.

P. P..., Marseille.

Les causes de l'abêtissement de l'opinion publique

Dans votre dernier numéro, dont je me plais à reconnaître la haute tenue, André Schafter a essayé d'analyser, dans une étude intitulée « *La démocratie a besoin de la liberté* », les

causes de l'information insuffisante de l'opinion publique sur les grands événements et des courants de pensée qui gouvernent le monde.

Une part importante de la responsabilité du goût de l'opinion pour le fait divers et les bandes dessinées plutôt que pour la chose publique me paraît venir de ceux-là même qui, à la Libération, se sont vus confier la direction de la presse issue de la Résistance, ou du moins d'une part importante d'entre eux. Les responsables, ce sont ceux qui, de *Défense de la France*, ont fait *France-Soir*. Ce n'est que l'exemple le plus frappant, mais qui n'est pas unique et de loin à Paris comme en province. Pour concurrencer une autre publication, on a d'abord recherché la dernière nouvelle, puis la plus sensationnelle, le détail le plus crôustillant du fait divers ou du scandale du jour ; puis virent les photos de pin-up et les bandes dessinées. On a ainsi plus cherché à flatter les mauvais instincts du lecteur plus qu'à l'informer ou à le former. Et la concurrence jouant, les intérêts financiers s'en mêlant, nous en sommes arrivés à la disparition par l'asphyxie financière de la plupart des journaux d'opinion pour retrouver, avec des moyens technique accrus, les pires errements de la presse d'avant guerre.

À la faiblesse des nouveaux dirigeants de la presse est venue s'ajouter la renaissance de certaines forces politiques de l'avant-guerre, le radicalisme (sous la double forme radicale et du parti dit « *indépendant* ») ; c'est-à-dire des groupes politiques où le programme et la doctrine des partis organisés sont remplacés par la flatterie et la démagogie.

Les deux courants jouant dans le même sens me paraissent être les grands responsables de l'abêtissement de l'opinion publique qui a entraîné la mort de la presse d'opinion. La disparition récente de *Franc-Tireur* au bénéfice de *Paris-Journal* de M. Del Duca en est l'ultime aboutissement.

A. G..., Paris

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION :
Étienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet.

24 bis, boulevard Saint-Germain Paris (5^e)
C. C. P. Paris 14-788-84 Tél. ODÉon 70-83

Prix de vente au numéro 150 F
Abonnement : 8 numéros par an ... 1 000 F

SOMMAIRE

N° 10 — Mai 1958

ÉDITORIAL	Le pouvoir et l'opinion, par Joseph Fontanet.....	3
ENQUÊTE	La « nouvelle vague » au Forum.....	16
	<i>536 jeunes répondent à notre enquête sur l'attitude de la génération montante face aux problèmes politiques. A travers leurs prises de position se dessine le visage d'une jeunesse sans illusion, mais non désillusionnée.</i>	
QUESTIONS D'AUJOURD'HUI	● L'Algérie nouvelle, les Algériens et la France, par Germaine Tillion.	22
	<i>L'Algérie ne peut plus être sauvée sans les disciplines que la jeunesse algérienne est seule à pouvoir s'imposer, mais elle ne peut non plus se sauver seule sans la France. Cette double perspective doit ouvrir la voie à une solution du drame actuel.</i>	
	● Les États-Unis révisent leur système d'enseignement, par Jean Seitlinger.....	9
ÉTUDE	Les rapports du syndicalisme et du politique ont-ils évolués? par Henri Fabre.....	12
LES PROPOS DE NOTRE TEMPS	Animal raisonnable ou mammifère sinistré? par Étienne Borne.....	34
NOS RUBRIQUES	Couloirs et Coulisses, Les Travaux et les Jours.	
NOS CHRONIQUES	Théâtre, Cinéma, Arts, Disques.	
NOTES DE LECTURE	Revue des Livres, Revue des Revues.	

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné (Nom et Prénoms) :

Adresse :

Profession :

déclare souscrire un abonnement d'un an à la revue « France-Forum ». Je vous adresse le montant en chèque bancaire - mandat-poste - mandat-carte - versement C. C. P. PARIS 14-788-84

A le

Signature :

TARIF D'ABONNEMENTS	Ordinaire	Soutien	Le numéro
France Métropolitaine	1 000	2 000	150
Autres pays	1 100	2 000	170

● *Le Président ne veut pas se casser la tête.* — Les signes de récession ont beau se multiplier aux États-Unis, ils ne sauraient entamer le robuste optimisme du général Eisenhower, qui ne cesse de donner dans ses discours d'admirables exemples de sang-froid. C'est ainsi que le 18 mars dernier, le président des États-Unis, élu du parti républicain et fidèle aux principes de la libre entreprise, a écarté les grands remèdes défaitistes et générateurs de panique en se disant « carrément hostile à l'idée de créer des possibilités de travail grâce à de vastes projets à long terme. » On découragerait ainsi « l'initiative privée ». On créerait « une énorme bureaucratie », et, pour éviter un mal, on se jetterait dans un pire, car au lieu d'« une récession temporaire » on aurait « un long casse-tête économique ».

Le président est tellement ami du bon sens le plus carré qu'il a le beau courage de récuser les analyses scientifiques de la récession : « Nous ne jouons pas, s'est-il écrié, avec des théories économiques, des graphiques ou des statistiques. Tous les thermomètres de l'économie ne remplacent pas l'argent qui manque dans une enveloppe de paie. » Comment, gouvernés par les maximes du plus sain réalisme, vaincus de la valeur conjuguée du libéralisme économique et de la méthode Coué, les États-Unis ne sortiraient-ils pas, sans inutile effort cérébral, vainqueurs de la présente récession ?

● *Où va l'Union de la Gauche Socialiste ?* — Dans l'élection du deuxième secteur de la Seine, l'Union de la Gauche Socialiste, pour la première fois depuis sa récente naissance, descendait dans l'arène électorale ; le résultat au premier tour a été médiocre, 7 490 voix, soit un pourcentage de 2,4 %.

Entre les deux tours, l'U.G.S., posant un acte politique qui la fait sortir des premières incertitudes, s'est désistée en faveur du parti communiste, geste d'autant plus caractéristique que la majorité des militants de l'U.G.S. vient de formations d'inspiration ou d'origine chrétiennes comme la *Jeune République* ou le *Mouvement de Libération du Peuple*. L'efficacité de ce secours a été arithmétiquement peu visible, le parti communiste ayant perdu 2 000 voix du premier au second tour ; et cette manifestation de progressisme a été si peu appréciée par les hebdomadaires catholiques que *La France Catholique* et *Témoignage Chrétien* ont été d'accord pour la condamner vivement. MM. Jean de Fabrègues et Georges Suffert estiment en effet, chacun dans son style propre, que le vote de catholiques pour un candidat communiste est politiquement déraisonnable, intellectuelle-

ment impensable, spirituellement impossible. Il reste que malgré ces mises en garde justement exprimées par les représentants autorisés de la pensée catholique le progressisme chrétien est une réalité et la tentation marxiste risque, comme la tentation maurrassienne en d'autres temps, de séduire des catholiques affamés d'action et désespérant de trouver une insertion authentique du spirituel chrétien dans le train du monde.

● *Alerte au néo-fascisme.* — Le savoir du mal n'immunise pas contre le mal. Le fascisme est maintenant connu de part en part et de bout en bout comme une maladie du patriotisme — qui

désastre africain, une récession économique, l'apparition d'un chef de style péroniste pourraient précipiter la France du côté de l'aventure.

Le malheur est que toute une opposition de gauche qui prétend au monopole de l'antifascisme non seulement fournit au fascisme renaissant une cible idéale, mais contribue à créer un climat préfasciste par la démesure de ses polémiques, par une imagination manichéenne, qui jette pêle-mêle du côté des Affreux quiconque ose faire une réserve sur *l'Express* ou sur *Témoignage Chrétien*, enfin par un goût immodéré pour la prophétie catastrophique qui, réalisée, donnerait raison à sa véhémence négative. Notre plus urgent problème est de trouver un style de défense républicaine qui décourage tous les extrémismes.

● *Effervescence à Esprit.* — Parce que *Esprit*, nouvelle série, a été salué dans cette rubrique par une « note tout aimable », Jean-Marie Domenach n'est pas du tout content et nous administre une assez fraîche leçon de morale. Il faut savoir en effet que toucher de près ou de loin à la « démocratie-chrétienne » et se laisser aller à constater la possibilité d'un accord avec le new-look d'*Esprit*, c'est en réalité chercher à se donner une artificielle bonne conscience pour camoufler une trop claire indignité politique et spirituelle. Jean-Marie Domenach ne tolère le démocrate-chrétien que pénitent au tribunal d'*Esprit* et décidé enfin à écrire les « in-folio d'autocritique » qu'exige son long compagnonnage avec le Malin. On est proprement désarmé devant tant de vertu et si inquisitoriale.

Eisenhower

Pas d'inutile effort cérébral.

peut être en fin de compte mortelle pour la patrie. Et pourtant des phénomènes préfascistes commencent à se montrer : une police supplétive s'organise pour pallier ce qu'on appelle la carence de l'État, interdire par la manière forte la parole aux conférenciers mal-pensants, par exemple MM. Antoine Pinay, Edgar Faure et Georges Suffert, mener une chasse forcenée et stupide jusque sur le parvis des églises aux vendeurs de *Témoignage Chrétien* ; une mentalité se forme, sommaire et durcie, faite d'une démagogie xénophobe, qui dénonce le règne de l'étranger dans les conseils du gouvernement, et d'une démesure nationaliste, qui a un furieux besoin de traîtres pour expliquer les malheurs de la patrie : par ces chemins fiévreux et monotones, un Mussolini, un Hitler, un Nasser ont réussi à se hausser au pouvoir. Le péril en France n'est pas si pressant et si prochain. Mais un

C'est que Jean-Marie Domenach croit savoir ce qu'est la démocratie chrétienne. Il s'était précédemment essayé à montrer sa science dans un numéro d'*Esprit* consacré à « *Politique et Religion* ». Et il se trouve que la « démocratie chrétienne » telle qu'il la fait comparaître devant lui est, à quelques nuances près — tirée toute empoissée des vieilles polémiques intégristes et maurrassiennes : dérisoire image dans un miroir terni et déformant. Rien n'y manque, et même pas l'accusation de confusionnisme politico-religieux, car être démocrate-chrétien hier pour Maurras, aujourd'hui pour Domenach, c'est déduire la démocratie de l'Évangile. On s'est juré ici de ne pas user à l'égard d'*Esprit* d'approximations aussi commodes. Non pas pour notre honneur, car il ne nous en reste guère tant nous sommes contestés et malmenés, mais pour l'honneur d'*Esprit* qui nous est, on s'excuse de cet excès de fierté et de mémoire, cher depuis plus longtemps qu'à Jean-Marie Domenach.

Le pouvoir et l'opinion

par JOSEPH FONTANET.

IL n'y a pas de démocratie authentique sans une communication permanente entre le pouvoir et l'opinion. C'est de cet échange que le pouvoir tire sa force puisée dans l'adhésion populaire. C'est à travers lui que l'opinion reçoit l'éclairage sans lequel sa pression risque d'être aveugle.

L'apparition des moyens modernes de diffusion de la pensée a donné à ce problème permanent de la démocratie une dimension nouvelle. L'opinion publique tend à devenir, pour les techniciens de l'information et de la propagande, une matière première que l'on forge à volonté. En même temps, elle a changé de nature : autrefois expression diversifiée et nuancée des jugements d'une élite « éclairée », elle se présente aujourd'hui essentiellement comme un phénomène de conscience collective, avec tout ce que cela peut comporter de réactions sommaires et instinctives, lorsque la masse n'est pas suffisamment éduquée.

Moderniser l'information et la formation civiques

Or la plupart des dirigeants politiques continuent à agir comme si ces transformations ne s'étaient pas produites. Alors que les responsables de l'économie privée utilisent scientifiquement les sondages d'opinion et les études de marché, et confient à des spécialistes d'énormes budgets de publicité, gouvernements et partis politiques, à de rares exceptions près, continuent à recourir aux méthodes les plus empiriques, les plus étriquées, les plus désuètes, aussi bien pour informer l'opinion que pour connaître les réactions du public avec lesquelles ils ont à compter.

D'autre part, force est bien de constater la faillite de notre système actuel d'éducation nationale en matière de formation civique. On a beaucoup parlé des réponses effarantes obtenues par ce sous-préfet, posant aux jeunes conscrits, à la veille d'accomplir leurs premiers actes de citoyens, les questions cependant les plus élémentaires sur les institutions politiques du pays. Même si les conditions dans lesquelles se déroulait ce test peuvent être discutées, nul ne niera que les jeunes Français, à leur sortie de l'école, ne sont la plupart du temps aucunement préparés au rôle civique qu'ils auront à jouer, et aucunement armés pour échapper à l'emprise mécanique des techniques de propagande massive. Ils ne connaissent même plus ce *credo minimum* du citoyen, qui relève du droit naturel et qu'apprenaient au moins les générations des premières décennies de la Troisième République.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, de la résistance insuffisante opposée par la masse à l'action des groupes d'intérêts et

des propagandes étrangères, qui utilisent des moyens considérables et trouvent un terrain particulièrement favorable? L'avenir de la démocratie, en notre siècle, dépend de son aptitude à résoudre, dans la liberté, ce problème crucial de l'information et de la formation civiques, face à la puissance des moyens modernes de diffusion de la pensée.

Le gouvernement doit être le leader de l'opinion

Il serait faux toutefois de réduire le problème des rapports entre le pouvoir et l'opinion, tel qu'il se pose en France, à cette seule question de technique et de méthode. Le problème est aussi politique. Notre esprit juridique et analytique nous conduit à concevoir les mécanismes de l'État d'une manière beaucoup trop abstraite et statique. Au contraire, les anglo-saxons ont parfaitement compris que la démocratie — qu'elle soit présidentielle ou parlementaire — ne peut fonctionner sans *leadership* et reconnaissent au gouvernement, et spécialement à son chef, un rôle moteur essentiel.

C'est seulement si ce rôle est rempli qu'un dialogue constructif peut s'instituer entre le gouvernement et l'opinion. Mais, pour cela, il importe avant tout que les chefs du pays sachent exactement ce qu'ils veulent, et le montrent. Ainsi, dans la navigation à voile, le pilote discipline la poussée du vent et la résistance du flot tout en les utilisant pour progresser : mais qu'il perde la claire vision du but qu'il veut atteindre et manque de décision dans ses manœuvres, et l'esquif a tôt fait de chavirer.

Paradoxalement, l'opinion française, qui manifeste un si profond désarroi, n'a peut-être jamais été aussi disponible, aussi prête à s'enthousiasmer, à consentir des sacrifices pour une cause digne d'être servie. Mais l'absence trop visible de doctrine gouvernementale sur les questions les plus cruciales de l'heure — spécialement sur les problèmes nord-africains — la laisse inquiète et désarmée, et prête par conséquent à faire subir au gouvernement toutes les sautes d'humeur que peuvent lui inspirer les événements ou des meneurs intéressés.

L'échec de M. Félix Gaillard ne vient-il pas d'abord de ce qu'il n'a pas compris que sa majorité et l'appui qu'il attendait de l'opinion publique seraient fortifiés dans la mesure même où il abandonnerait une attitude de trop grande prudence parlementaire, et un flegme, pouvant laisser croire à de la nonchalance ou du scepticisme, pour enfin décider, affirmer, convaincre, entraîner ; en un mot, gouverner ?

● Les dangers d'un no man's land au cœur de l'Europe.

● « Dégagement » ou risques de guerre.

La présence des armes nucléaires et de leurs moyens porteurs ultra-modernes des deux côtés du rideau de fer crée une impression psychologique pénible. La guerre froide prend au centre de l'Europe son aspect le plus meurtrier. N'est-on pas exposé à voir, comme on l'a dit, le centre de l'Europe se transformer en une « pou-drière atomique » ? L'imagination est émue par un tel tableau, et tout naturellement les initiatives en faveur du « dégagement » sont considérées avec attention. La plus officielle, la plus modérée, la plus susceptible de séduire est celle connue sous le nom de Plan Rapacki. Presque tout a été dit sur ses désavantages pour l'Occident. Ce plan condamne à terme la construction politique de l'Europe et dans l'immédiat place l'Ouest dans une position d'infériorité et probablement force les Américains à quitter le continent.

Ce que les Cassandres qui dépeignent les horreurs du « chaudron atomique » — formule employée pour désigner le champ de bataille européen — méconnaissent le plus, c'est que cette neutralisation partielle accroîtrait finalement les risques de guerre.

Il faut bien dire que le risque d'une guerre générale, avec son cortège d'horreurs atomiques, est à l'heure actuelle limité. La guerre générale est improbable, car l'équilibre de la terre lui donnerait le caractère d'un suicide collectif non seulement pour les belligérants, mais aussi pour les neutres dans le cas où la pollution de l'atmosphère dépasserait le seuil tolérable par les organismes humains. Il se peut que dans l'avenir un conflit général redevienne de nouveau possible. Il le serait certainement si l'Ouest relâchait ses efforts. Malgré le Spoutnik, il demeure peu vraisemblable.

En revanche, le conflit local, mené avec des armes dont l'imagination a pris l'habitude et que nous qualifions de « classiques » ou de « conventionnelles », représente un danger infiniment plus grand. Nous en avons fait l'expérience en Indochine, aujourd'hui encore en Algérie; par personnes interposées, il se livre en Indonésie. Il avait pris en Corée sa forme la plus « classique ». Ces conflits locaux qui ruinent l'Occident, qui démantèlent ses positions, représentent bien le danger le plus grave auquel nous avons à faire face.

La « paix armée », ancêtre de la

guerre froide, n'a dégénéré en guerre mondiale que parce que des conflits localisés dans certaines régions de l'« uncommitted world » d'alors — Balkans, Maroc, empire Ottoman — risquaient d'altérer au profit de l'un ou l'autre groupe l'équilibre politico-stratégique. Certes, le conflit mondial a été alimenté par l'immense masse d'armements accumulés par les principaux protagonistes de la paix

que la technique actuelle semble en mesure de produire — ce serait aussi accroître dans cette région le risque d'un conflit localisé, mené avec des moyens conventionnels et dans lequel les deux parties se seraient mis d'accord pour ne pas utiliser les armes nucléaires.

Il en résulterait, dans une nouvelle région du monde, une prime à l'agression, une prime à l'incident de frontière, une prime aux initiatives dangereuses pouvant mener à un déséquilibre qui, lui, conduirait le monde au conflit général, unique ressource pour le partenaire menacé.

Il serait paradoxal qu'au moment où l'on s'efforce à tracer nettement la ligne de démarcation des positions que l'Ouest entend sauvegarder contre les Soviétiques ou contre les États qui font leur jeu, on organise au centre de l'Europe une zone qui, sous couleur de diminuer la tension, rendrait plus indécis les contours de notre système de défense, créant assez d'incertitudes sur nos intentions pour aggraver les risques de conflits.

● Le retour à la terre de Monsieur « K ».

Le 22 janvier dernier, Nikita Khrouchtchev proposait, devant les paysans d'élite de Biélorussie, une réforme de l'organisation agraire; le 28 février, le Comité central adoptait les « thèses de Minsk »; il ne restait plus au Soviet Suprême qu'à voter à l'unanimité un texte de loi et aux divers échelons des organisations du Parti à l'appliquer. Auparavant, ces dernières ont été soigneusement épurées, : comme par exemple, le secrétariat du comité central du P. C. de Kirghisie dont plusieurs membres ont été violemment accusés d'insuffisances dans la direction de l'économie agricole.

Rappelons les points essentiels de cette vaste réorganisation de l'agriculture russe :

1° Le matériel des Stations de Machine et des Tracteurs (M.T.S.) sera progressivement acheté par les kolkhozes, dès cette année par les plus riches, dans deux-trois ans ou plus par les moins favorisés. Il est à remarquer, d'ailleurs, que certains kolkhozes se sont déjà rendus propriétaires de ces matériels. Monsieur « K » a insisté sur le caractère progressif de la réforme, contrastant ainsi avec les méthodes staliniennes.

2° Les M.T.S. seront transformés en R.T.S. Stations Techniques et de Répa-

Rapacki

Désengagé pour libérer ou pour asservir ?

armée. Mais la frontière des Vosges, à une exception près, n'a pas connu d'incidents et malgré la présence de forces considérables sur ses deux versants, ne s'est pas révélée aussi explosive que les frontières non gardées ou insuffisamment gardées des Balkans.

Cette considération montre la faiblesse des arguments neutralistes. En attendant un désarmement effectif général et contrôlé, il vaut mieux que les deux blocs connaissent exactement leurs frontières respectives et les conséquences qu'aurait leur violation.

Instaurer en Europe centrale une zone d'où seraient exclues les armes atomiques et les moyens de les utiliser n'est pas seulement une absurdité — puisque, malgré notre infériorité en effectifs et en armements classiques, nous renoncerions aux armes atomiques de moindre puissance

● L'agriculture soviétique : empirisme sans abandon de la collectivisation.

rations — chargées de centraliser les réparations, de vendre les pièces détachées, le carburant et les engrais.

Il s'est constitué, en effet, affirme Khrouchtchev, un double appareil administratif dans les M.T.S. qui ont cessé d'être une source de ravitaillement en céréales à bon marché. Comme pour la réorganisation de l'industrie, issue des « thèses de mars », le premier secrétaire du P.C.U.S. propose des *solutions empiriques et réalistes*, en évitant tout dogmatisme stérile, pour résoudre les difficultés de l'économie soviétique : il n'hésite pas, à cette fin, à se débarrasser des structures sacro-saintes léguées par la gestion stalinienne.

Cependant, certains problèmes ne sont pas encore résolus par l'adoption des « thèses de Minsk » :

— comment va s'effectuer exactement le reclassement des 3 millions d'ingénieurs et tractoristes des anciennes M.T.S. ? Quelques-uns resteront dans les nouvelles R.T.S. ; d'autres seront dirigés vers les soviets de districts ; la plupart iront rejoindre les kolkhozes, avec l'assurance d'un salaire équivalent.

Le deuxième pari de Monsieur « K ».

— quel sera le nouveau système de rémunération des kolkhoziens ? Les paiements en nature basés sur les journées-travail et la pratique des avances mensuelles régulières semblent devoir être remplacés par un nouveau système de salaires : le travail rural se rapprocherait encore davantage du travail industriel ;

— dans quelle mesure le volume des livraisons obligatoires sera-t-il augmenté pour compenser les paiements en nature des kolkhozes aux M.T.S. ? Et d'autre part, ne doit-on pas s'attendre à un rajustement, dans le sens de la baisse, du prix de vente des produits kolkhoziens ? Enfin le gouvernement soviétique paraît vouloir — après quelques années — établir une sélection parmi les kolkhozes afin de n'acheter qu'à ceux qui lui proposeront les prix les plus bas.

On sait que le troisième Congrès Panunioniste des Kolkhoziens est convoqué pour les premiers mois de 1959. Il aura notamment pour mission d'examiner les problèmes de l'édification kolkhozienne et d'apporter « les modifications nécessaires au statut type de la coopération agricole ».

Khrouchtchev visitant un kolkhoze.

Incontestablement, l'agriculture soviétique entre dans une nouvelle étape historique. Tout en faisant appel à ces formules empiriques et à des sentiments peu orthodoxes (l'intérêt et la concurrence), les thèses de Minsk sont loin d'être un retour en arrière de la collectivisation agraire en U.R.S.S. Au contraire, il s'agit de réduire progressivement les différences entre le système collectif des kolkhozes et le système national des sovkhozes : déjà, lors de la réunion du Comité central de février dernier, certains de ses membres auraient proposé de transformer la propriété collective en propriété nationale. Khrouchtchev s'y serait opposé.

Après l'industrie, l'agriculture constitue le deuxième pari de Monsieur « K » dans le domaine économique.

● Le Bikbachi, fourrier du communisme ?

La coïncidence entre les événements du Moyen Orient et les intérêts soviétiques signifie-t-elle que Nasser soit

● Nasser reste-t-il maître des mécanismes qu'il a déclenchés ?...

Gamal Abdel Nasser et Shoukri el Kouatly

Qui rira le dernier ?

devenu l'homme lige de Krouchtchev ? C'est peu probable. L'ambitieux colonel est trop averti pour ne pas lutter contre les forces d'absorption en Égypte et en Syrie, où il a éliminé provisoirement le général Bisri, agent soviétique, et dissous le parti communiste qui est également traqué sur les bords du Nil. Un récent rapport financier établi au Caire par le gouverneur de la banque nationale égyptienne fait clairement ressortir que l'Égypte, ayant échoué dans sa tentative

pour remplacer les pays de l'Ouest par ceux de l'Est comme partenaires, doit renouer d'urgence ses relations économiques avec l'Occident si elle ne veut pas aller à la ruine.

Jusqu'à présent, en effet, si l'U. R. S. S. a accepté de recevoir 60 % environ du coton égyptien (1), l'essentiel de la contrepartie est représenté par de l'armement ou des services, le solde n'était pas réglé en devises fortes, mais en livres égyptiennes non aisément

transférables et au surplus dépréciées. Nasser veut donc rétablir l'équilibre entre l'Est et l'Ouest, mais est-il encore maître du mécanisme qu'il a déclenché ? A la dernière conférence du Caire, les Russes ont abattu une carte maîtresse qui est celle de l'aide « désintéressée » aux pays sous-développés. Ils l'ont conçue assez largement pour représenter quinze fois environ le montant de celle accordée par les États-Unis aux membres de Pacte de Bagdad : un peu partout,

... La nouvelle république arabe sera-t-elle un jour république soviétique ?

leurs techniciens et leurs missions scientifiques débarquent au Moyen-Orient, propagandistes écoutés de la puissance russe. Les vues soviétiques sont des vues à long terme; Moscou sait que l'allégeance politique suivra, car les Soviétiques ont compris avant les Américains l'intérêt de ne pas assortir de clauses politiques ou militaires leur offre d'assistance.

Ce ne sont pas les sermons de M. Foster Dulles qui redonneront vie à la doctrine Eisenhower; les États-Unis devraient renoncer à pratiquer le court terme pour faire acte de générosité.

Il est temps, car le péril grandit en Orient sous le signe du nationalisme pan-arabe qui prépare l'effacement des individualités nationales. Après la Syrie vite absorbée, voici que la Libye s'interroge sur son adhésion à la République unifiée, tandis que le Liban traditionnellement ouvert à l'Occident s'apprête pourtant à recevoir le colonel Nasser.

Mais, fait plus important encore, le roi Ibn Séoud, qui patronnait la fédération irako-jordanienne rivale de la R.A.U., doit, sous de multiples pressions, céder le pouvoir à son frère tout disposé à se rapprocher de l'Égypte. Successivement le protectorat d'Aden, les émirats de Bahrein et de Koweït manifestent l'intention de rallier Nasser, tandis que les Somalies s'émeuvent à leur tour.

Plus près de nous enfin, les clans neutralistes de Tunisie et du Maroc, qui marquent insensiblement des points depuis quelque temps, se tournent résolument vers le Caire, où la rébellion algérienne, qui a offert par anticipation son adhésion à la R.A.U., trouve son principal aliment. C'est donc la communauté franco-africaine qui est menacée, et à travers elle la communauté occidentale. Instrument volontaire ou involontaire du Kremlin, le Bikbachi déblaie les chemins où progressera demain le communisme. L'Occident ne s'éveillera-t-il pas trop tard au danger qui réside dans l'expansion politisée du croissant ? Lui faudra-t-il d'autres avertissements plus précis pour attaquer enfin et résoudre le problème de l'assistance aux pays sous-développés, problème-clé du proche avenir, et dont la solution permettra de transcender la notion d'indépendance ou de « non-dépendance ».

● La Fédération arabe, antichambre de la Fédération soviétique ?

Sous le signe du « neutralisme positif » une révolution est en cours au Proche et au Moyen-Orient. Elle y marque le déclin des dynasties traditionnelles et des aristocraties désuètes au bénéfice d'hommes nouveaux qui viennent de l'armée, des professions libérales ou des syndicats.

Le phénomène n'est pas limité à l'Asie; il commence de gagner l'Afrique musulmane à partir de l'épicentre égyptien, puisque le colonel Nasser est à la fois le moteur et l'instrument de cette révolution qui dérouta l'Occident.

La constitution d'une République arabe unifiée n'en est que la traduction politique la plus visible; la R.A.U. est d'ailleurs susceptible de s'étendre à plusieurs pays en une fédération afro-asiatique qui prendrait par le travers la communauté franco-africaine.

Serait-ce le réveil du Pan-Islamisme ? Sans doute intervient-il pour une part, mais pas au plan de la foi car, bien loin d'observer un regain de fanatisme musulman, c'est à la projection politique du Coran que nous assistons, avec parfois le support de la dialectique marxiste. Le lien affectif est puissant qui unit les disciples de Mahomet par le sentiment d'appartenance à une communauté. Cette communauté est aisément imprégnée de collectivisme marxiste, et elle s'affirme volontiers totalitaire, car rien ne la prédispose en somme à percevoir nos formules démocratiques.

Les Musulmans sont en revanche d'autant plus réceptifs au communisme qu'ils sont en voie de « décolonisation », donc en état de disponibilité, et que Moscou leur propose tout d'abord une technique de l'émancipation en même temps qu'une technique éprouvée du bouleversement social. Les individus eux-mêmes, les intellectuels et les jeunes générations surtout sont prêts à accueillir la parole de Lénine, car ils se détournent pour la plupart d'une religion qui ne satisfait plus leur besoin d'absolu et se laissent séduire par le matérialisme que rehaussent opportunément les réalisations scientifiques de l'U.R.S.S.

Quant à ceux dont la foi religieuse reste tenace, les nouveaux théoriciens du dogme communiste, à la fois plus hardis et plus souples que Staline, ont garde de les écarter. Alors que le « père des peuples » offrait au monde colonial la

seule alternative manichéenne du capitalisme et du communisme, les modernes docteurs de la loi moscovite ouvrent une tierce voie qui est celle du neutralisme actif; insidieusement et comme par surcroît ils glissent des formules qui préparent et annoient en quelque sorte la sécularisation du divin.

Mais le Kremlin veille à ne point ranimer le panislamisme, force explosive qui pourrait ébranler les assises orientales de l'U.R.S.S. Il préfère au stade initial exalter la nationalisme et favori-

Denis Forestier

Un pari absurde ?

ser l'avènement de républiques dictatoriales sous couvert de démocratie. La constitution, pour une phase transitoire, de la République arabe unifiée, s'élargissant à partir de l'Égypte, qui est la charnière de l'Asie et de l'Afrique, jusqu'à former une vaste république fédérale, sert admirablement le dessein moscovite. Celui-ci tend à absorber un jour, aussi lointain qu'il sera nécessaire, la fédération « arabe » au sein de la fédération soviétique; ne suffirait-il pas, le moment venu, d'énuccléer les organes centraux de la République arabe filleule ?

● Double offensive sur le thème de l'unité syndicale.

Au début de janvier, le Comité confédéral de la C. G. T. a réaffirmé la nécessité de l'unité syndicale : on se souvient qu'en juin, lors de son congrès, la C.G.T.

(1) On sait que le coton représente les 4/5 des ressources égyptiennes.

● Débats autour du pluralisme syndical.

avait lancé un appel en vue de la création d'une centrale unique. Mais, à la suite de Benoît Frachon, le congrès avait immédiatement ajouté qu'il n'était pas question, dans un syndicalisme réunifié, de reconnaître l'existence de tendances... Voilà qui éclaire la nouvelle offensive de la centrale de la rue Lafayette. Pour elle, unité signifie absorption, et regroupement signifie mise au pas, sous la direction du P. C.

Plus digne d'attention est la campagne menée « pour un mouvement syndical uni et démocrate ».

Animateurs : Denis Forestier, secrétaire général du Syndicat national des Instituteurs (autonome), Roger Lapeyre, secrétaire général de la Fédération des travaux publics et transports (Force Ouvrière), et Aimé Pastre, secrétaire général du Syndicat national du personnel pénitentiaire (C.G.T.) qui, au congrès

national cégétiste de juin 1957, prit nettement position contre Frachon et eut le courage de condamner l'intervention russe en Hongrie. (Ce serait une erreur et une injustice que de confondre l'attitude de Pastre et celle de Le Brun. Celui-ci n'est guère qu'« un minoritaire de service » dont les velléités d'opposition ne sont qu'à l'usage de la galerie).

A ces trois leaders qui en juin dernier avaient lancé un manifeste, venaient répondre en janvier d'autres militants, notamment Laure (Fédération Autonome de l'Éducation Nationale), Bourgoin (R.A.T.P. Force Ouvrière), Rigel (Retraité des Chemins de fer), Decoudon (Fédération autonome des techniciens cheminots), Bernard (Typographie parisienne G.C.T.), Maupieux (correcteur C.G.T.)

Ils préconisent la reconstitution de l'unité syndicale sur des bases démocratiques : 1^o libre confrontation des thèses ; 2^o reconnaissance des « tendances » et liberté pour elles de s'exprimer ; 3^o limitation (voire interdiction) du cumul des mandats syndicaux et politiques.

Les animateurs du mouvement prétendent représenter un million de travailleurs. C'est possible, théoriquement. Mais, en fait, il ne s'agit là que d'un contact d'état-majors dont le lien pourrait bien être l'appartenance commune à... une « société de pensée »...

En fait, tant que la C. G. T. demeurera une annexe et un instrument du P.C. (et rien ne permet de dire qu'une telle situation est près de changer), l'unification ne pourrait se traduire que par une abdication du syndicalisme libre devant le syndicalisme totalitaire.

C'est ce qui explique la réserve observée par la C.F.T.C., qui est — de loin ! — la première force syndicale libre française. On notera d'ailleurs que tout récemment — dans une prise de position qui déborde largement le cadre des problèmes posés par un regroupement syndical — son conseil confédéral soulignait « que la C.F.T.C. se refuse à prendre d'éventuelles positions sur des problèmes politiques avec des mouvements ou partis avec lesquels elle se trouve en total désaccord sur les conditions de la libération des travailleurs, ce qui est notamment le cas de la C.G.T. et du parti communiste ». Pour la C.F.T.C., le pluralisme, qui n'exclut pas d'ailleurs l'action commune en vue de certains objectifs précis, demeure donc, dans les circonstances présentes, la garantie d'une authentique liberté syndicale.

FRANÇOISE SAGAN, OU LA RENCONTRE AVEC LE MORALISTE

POUR une Françoise Sagan, le mariage ne saurait être une fin, et il n'est jamais trop tard pour parler d'elle puisqu'elle a inspiré à notre ami Georges Hourdin un substantiel petit livre (1) plein de jeunesse d'esprit et de gravité morale et où la malice le dispute à la métaphysique. Françoise Sagan est plus que Françoise Sagan, elle est entrée dans cette mythologie qui tient lieu de religion à nombre de nos contemporains et dont G. Hourdin parle avec autant de verve que de sûreté sociologique : la redette, d'un coup illustre, comblée des dons de la fortune, atteignant sans apprentissage à la maîtrise, se trouve haussée hors de l'ordre commun, elle semble par une sorte de divinisation païenne ne plus appartenir à la condition humaine et envahissant comme une image de luxe la vie d'un grand nombre, elle les aide à supporter la condition humaine.

La guerre autour des faux dieux a toujours lieu, même, on l'a vu, à France-Forum, et, promise mythe, Françoise Sagan a ses fanatiques et ses détracteurs qui poussent jusqu'à la démesure l'ardeur dévote ou le zèle iconoclaste. G. Hourdin a la sagesse de se tenir dans l'entre-deux et de chercher surtout à comprendre le phénomène Sagan comme un important signe de ce temps où l'indulgence pour l'anarchie sexuelle s'expliquerait par l'intérêt neuf et puissant porté par l'homme contemporain aux exigences de la justice sociale devenue le critère du bien et du mal et où l'indifférence jouée au sein d'un désespoir sans romantisme est la seule vertu privée de tous ceux qui ont trop de lucidité pour remplacer par des mythologies nouvelles les croyances traditionnelles. Car c'est un trait de ce temps que si les

foules croient aux dieux, les dieux, eux, sont sans espérance et ne mettent rien au-dessus d'un « certain sourire » ironique et vide.

G. Hourdin ne manque pas de faire à Françoise Sagan cette bonne et belle morale dont ont tant besoin ses héroïnes désabusées pour en savoir trop si vite et si tôt — mais un faiseur d'histoires imaginaires fait-il ses personnages à l'image et à la ressemblance de ce qu'il est ou de ce qu'il pourrait être ou de ce qu'il ne veut pas être ? Et notre sage ami en racontant Simone Weil et en expliquant Fellini à ces Cécile, ces Dominique et ces Josée, les conjure de moins profiter du désordre établi et de travailler avec une autre jeunesse à l'établissement d'un ordre plus humain, labeur dont on sait au moins qu'il ne sera pas fatigué et vain « dans un mois, dans un an ». C'est chercher à mettre un grain de gros sel sur la queue d'un petit oiseau, sans doute déjà envolé. Et sociologie pour sociologie, il est permis de se demander si l'art secret, discret de Françoise Sagan ne signifie pas que, parmi tant des problèmes historiques, de crises de civilisation, de constructions cosmiques, d'espoirs planétaires et interplanétaires, les vrais drames sont ceux qui occupent, partagent et ravagent le cœur humain ; même dans la cité prométhéenne dont une grandiose action collective aurait chassé la misère, la vie pourrait être semblable à cette cigarette mouillée impossible à rallumer sous la pluie, dans laquelle deux amants sans amour lisent le symbole de leur destin. Le malheur des personnages de Sagan est de faire le tour de l'amour sans rencontrer la passion. Or il n'y a pas de salut sans passion, morale en effet à apprendre aux dilettantes du libertinage comme aux fanatiques de la politique.

E. B.

(1) Le cas Françoise Sagan, Georges Hourdin, Tout le monde en parle, Les Éditions du Cerf, 1958.

Alertés par les progrès scientifiques de l'U. R. S. S.,

les États-Unis révisent leur système d'enseignement

APRÈS le lancement des spoutniks soviétiques et les premières tentatives manquées des États-Unis dans ce domaine, les Américains ont pris brutalement conscience que leur supériorité économique, technique et scientifique n'était que toute relative et que, dans certains domaines, ils avaient déjà pris un retard, lourd de risques pour l'avenir. C'est ainsi qu'ils ont spontanément mis en cause leur système d'enseignement, qui est en effet déterminant dans la compétition ouverte avec les Russes.

Il est apparu aux responsables que l'enseignement aux États-Unis n'était pas entièrement adapté à la formation des élites d'une grande nation dirigeante, et notamment du personnel scientifique et technique, indispensable pour maintenir le pays à l'avant-garde du progrès. A vrai dire, ce sont certains aspects fondamentaux de la civilisation américaine, ou du moins de ce qu'il est convenu d'appeler « l'american way of life » qui sont ainsi critiqués et sujets à révision.

Rendre l'enseignement secondaire apte à préparer à l'enseignement supérieur

C'est à l'enseignement secondaire — enseignement de base — que la réforme devra d'abord s'attaquer. Le rôle de l'enseignement secondaire est très différent aux États-Unis de ce qu'il est en Europe. Les « high schools » américaines ont essentiellement pour but de former de jeunes citoyens aptes à vivre en société, conscients de leurs devoirs vis-à-vis de la communauté, capables de résoudre les difficultés de la vie courante et de développer au mieux les ressources de leur personnalité.

Elles ont, en outre, pour fonction de diffuser, dans les diverses disciplines intellectuelles, un enseignement dont le choix est laissé pratiquement à l'initiative de l'élève.

En somme, l'enseignement secondaire est davantage orienté vers l'éducation que vers l'instruction. Il doit en outre être accessible à tous, plutôt qu'être le privilège d'une minorité, sélectionnée en fonction du milieu ou des capacités. Cette orientation fondamentale

est déterminante pour la formation de la jeunesse américaine, et il en résulte un certain nivellement de l'instruction proprement dite, particulièrement net dans les disciplines scientifiques.

Il est un fait qu'un grand nombre de « high schools » n'enseignent aucune matière scientifique et que le tiers seulement des diplômés sortant de ces écoles ont suivi un enseignement scientifique, d'un niveau d'ailleurs nettement inférieur à celui donné dans les établissements européens.

L'organisation de l'enseignement est, d'autre part, très diversifiée à travers les États-Unis, et il n'y a aucune unité, ni dans les programmes enseignés, ni dans les diplômés délivrés. Il s'agit en effet d'un domaine qui relève de la compétence non de l'État Fédéral, mais de chacun des quarante-huit États. Les autorités publiques locales ou les institutions privées ont de larges pouvoirs pour orienter l'enseignement selon leurs propres concepts et en fonction des moyens financiers dont ils peuvent disposer. Il n'y a donc, en réalité, ni enseignement, ni diplôme standard, ce qui peut paraître surprenant dans un pays qui, sous beaucoup de rapports, a poussé très loin la standardisation.

Cette conception de l'enseignement secondaire n'est pas dénuée de valeur, si on considère que le but recherché est avant tout de diffuser une culture générale, assimilable par la majorité des jeunes citoyens et les règles essentielles de la vie en société. A une époque où l'Amérique avait à assimiler des millions de jeunes immigrants, ce système était particulièrement efficace. Mais il est apparu nettement insuffisant comme moyen de préparation à l'enseignement supérieur et comme moyen de formation des élites, surtout dans les disciplines scientifiques.

La réforme de l'enseignement secondaire s'impose donc de toute urgence. Diverses mesures ont déjà été préconisées, et on peut penser que les États-Unis, longtemps hostiles aux méthodes d'instruction européennes, s'en inspireront de plus en plus.

Rehausser le niveau de l'instruction donnée dans les « high schools », développer les programmes scolaires au détriment des activités extra-scolaires,

imposer plus de méthode et de continuité à travers le cycle d'études, introduire systématiquement les disciplines scientifiques, exiger un minimum de connaissances pour l'obtention du diplôme de sortie, telles sont les grandes lignes des projets envisagés.

L'intervention directe des autorités fédérales dans un domaine où les États fédérés tiennent à conserver leurs prérogatives faciliterait sans aucun doute la réalisation de ces projets de réforme. A défaut d'une prise en charge directe par le pouvoir fédéral, qui exigerait un amendement à la Constitution, certaines personnalités américaines demandent la constitution d'une Commission Nationale de l'Éducation, qui serait habilitée pour fixer les règles minima à l'échelon national en matière d'enseignement et de délivrance de diplômes. Les « high schools » qui se conformeraient à ces règles seraient accréditées officiellement et verraient, de ce fait, leur standing relevé. Par ailleurs, les établissements d'enseignement supérieur seraient tenus d'admettre les seules élèves, titulaires de ces diplômes reconnus officiellement. Leur recrutement en serait considérablement amélioré.

L'enseignement supérieur et la formation des élites et du personnel scientifique

A vrai dire, on retrouve à cet échelon des caractéristiques et des problèmes, qui sont identiques, toutes proportions gardées, à ceux de l'enseignement secondaire : diversité dans le niveau et le programme de l'enseignement, liberté assez large dans le choix des matières les plus variées, importance des activités extrascolaires dans la préoccupation des étudiants, absence de diplômes uniformes reconnus à travers les États-Unis.

Là aussi, les Américains cherchent plutôt à mettre à la disposition du plus grand nombre la « collège éducation », qu'à former systématiquement une minorité de sujets brillants, ce qui explique la progression impressionnante du nombre des étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur. Mais si, parmi ces derniers, il y a des Universités et des Instituts Technolo-

Certains aspects fondamentaux de « l'American Way of life » doivent être révisés...

giques d'un niveau particulièrement élevé et qui peuvent être classés parmi les meilleurs dans le monde, la plupart des « collèges » ne sauraient être comparés à nos universités européennes. « Peu d'étudiants américains à l'âge de vingt et un ou vingt-deux ans ont, après un cycle d'études de quatre ans dans un collège, des connaissances équivalentes à la plupart des élèves européens ayant accompli leurs études secondaires », écrivait récemment l'Amiral Rickover, qui insistait particulièrement sur la nécessité de réorganiser l'ensemble du système d'enseignement aux États-Unis.

Il apparaît ainsi opportun d'élever le niveau de l'enseignement, d'introduire plus de rigueur et une plus grande spécialisation dans la plupart des établissements supérieurs. « En matière d'enseignement, notre pénurie est à la fois qualitative et quantitative », déclarait récemment le Dr James Killian, Président de l'Institut Technologique du Massachusetts et Conseiller spécial du Président des États-Unis.

C'est surtout dans le domaine scientifique et technique qu'un effort considérable s'impose pour assurer la formation d'un plus grand nombre d'ingénieurs, de techniciens, de chercheurs et

de personnel enseignant qualifiés. Dès à présent, les Russes forment chaque année beaucoup plus de spécialistes dans ces branches que les Américains. Ces derniers se rendent compte que, pour rattraper ce retard, ils doivent susciter des vocations scientifiques à partir de l'enseignement secondaire et orienter vers les études techniques supérieures un plus grand nombre d'élèves. Mais, dans l'immédiat, ils ont à faire face à une grave pénurie en personnel enseignant de valeur, principalement dans les disciplines scientifiques, et ce sont ces lacunes qu'il faudrait de toute urgence combler. D'après les statistiques publiées par la « National Education Association », sur 5 000 professeurs de mathématiques recrutés en 1956-1957, 1 700 avaient les qualifications requises, alors que les institutions d'enseignement en ont formé 2 500; pour l'enseignement des sciences, 5 500 nouveaux professeurs ont été employés, dont 2 600 seulement avaient une formation adéquate.

Nous reviendrons plus loin sur cet important problème qui, selon cette Association, devrait être résolu par priorité, et qui soulève toute la question de la place qu'occupent l'enseignement en général et la recherche scien-

tifique en particulier dans la vie américaine.

Nécessité d'une nouvelle hiérarchie des valeurs

Nous avons déjà fait allusion à la nécessité de réserver à l'instruction proprement dite une plus grande importance dans l'éducation des jeunes et d'introduire plus de rigueur et de méthode dans le système d'enseignement. Ce changement n'ira pas sans certaines restrictions aux conceptions libérales, auxquelles les Américains sont fortement attachés dans ce domaine et qui sont foncièrement différentes des conceptions européennes. Il n'est certes pas un Européen qui n'ait été frappé par le libéralisme avec lequel parents et éducateurs traitent les enfants aux États-Unis.

Le régime américain évidemment favorable à l'épanouissement des valeurs humaines, semble moins propice au développement généralisé des valeurs purement intellectuelles. Le milieu ambiant favorise sans aucun doute davantage dans la jeunesse le goût et le besoin de réalisations concrètes, plu-

tôt que l'éclosion de vocations intellectuelles. C'est certainement la caractéristique d'un pays jeune, jusqu'à présent surtout préoccupé par la mise en valeur de ses colossales ressources économiques et l'élévation rapide de son niveau de vie. Mais alors que la nation américaine approche, dans son évolution organique, du stade de la maturité, une révision s'impose dans le sens préconisé par un homme aussi avisé que le Dr Killian déjà cité, qui déclarait récemment que « la société américaine devait attacher plus d'importance à la valeur des disciplines intellectuelles ».

Il faudrait évidemment que les Américains mettent fin à l'anti-intellectualisme qui sévit plus ou moins ouvertement dans ce pays et à la méfiance dont sont entourés les intellectuels en général. Cette attitude n'est pas sans influencer la position des savants dans la société. N'est-il pas curieux de constater qu'en Russie soviétique les milieux scientifiques ont été relativement épargnés par les purges et mises au pas qui frappaient périodiquement les sphères dirigeantes, que les savants ont été à travers toutes les vicissitudes du régime, entourés d'un immense prestige, qu'ils se sont vu décerner les plus hautes distinctions honorifiques et accorder des avantages matériels particulièrement alléchants. C'est ainsi que le Président de l'Académie des Sciences touche le salaire le plus élevé qui soit payé en U. R. S. S.

Or, sur le plan des rémunérations qui, aux États-Unis plus qu'ailleurs, déterminent la position dans la hiérarchie sociale, le personnel scientifique et enseignant n'est pas particulièrement favorisé. Ces professions sont en réalité insuffisamment rémunérées, ce qui explique en partie la désaffection marquée par la jeunesse à l'égard des carrières intellectuelles, et la pénurie de personnel technique qualifié. L'élévation de leur prestige dans la société, l'augmentation de leur standing matériel devraient intervenir rapidement pour remédier à cette situation.

Le pays le plus riche du monde ne consacre d'ailleurs à l'enseignement qu'une part relativement faible de son revenu national et en tout cas comparativement beaucoup moins qu'aux dépenses effectuées dans certains secteurs de la production et de la consommation. C'est ainsi que l'Amérique dépense chaque année 10 milliards de dollars pour la publicité, soit l'équivalent du coût total de l'enseignement primaire et secondaire. La seule industrie automobile affecte au dessin et au lancement de nouveaux modèles des sommes qui représentent les trois quarts de

celles que la nation entière dépense pour ses collèges et universités, publics et privés.

Tandis que les États-Unis consacrent à l'enseignement 4 à 5 % de leur revenu national, la Russie soviétique y affecte plus de 6 %, ce qui explique en partie que 5 à 6 % de la jeunesse américaine fréquente les Universités contre 10 % en U. R. S. S. Les Américains les plus avertis demandent un accroissement substantiel des investissements dans ce secteur qui, s'ils ne sont pas immédiatement productifs, le sont cependant à long terme.

L'aide accrue du gouvernement fédéral est certainement indispensable à la réalisation d'un vaste programme de développement de l'enseignement qui, il faut le souligner une fois de plus, concerne, dans les préoccupations actuelles, surtout le domaine scientifique. « Nous avons manqué d'accorder une priorité suffisante à l'enseignement scientifique et à la place de la science dans notre vie nationale », déclarait le Président Eisenhower au lendemain des succès russes en matière balistique.

La recherche scientifique a certes connu un développement prodigieux depuis quelques décades aux États-Unis, surtout dans les grandes Universités et les Instituts technologiques ainsi que dans les grosses firmes privées, qui disposent des laboratoires les plus perfectionnés et consacrent chaque année à la recherche des sommes considérables. Mais il s'agit là avant tout de recherche appliquée, destinée à produire des résultats immédiats dans un secteur limité de l'activité industrielle. Cette poursuite constante et frénétique du progrès technique a conduit à la haute productivité et à l'automation poussée de l'industrie américaine. Elle a été cependant réalisée au détriment de la recherche de base.

Aussi un meilleur équilibre entre la science pure et la recherche appliquée devrait être établi, car c'est en réalité la science pure qui ouvre la voie au progrès et conduit aux découvertes les plus spectaculaires. Plutôt que de s'orienter vers les laboratoires des grandes entreprises et la recherche appliquée, les meilleurs chercheurs devraient rester à la disposition des Universités et des organismes gouvernementaux spécialisés, afin de se consacrer à la recherche scientifique de base.

Il est enfin apparu qu'une meilleure coordination s'impose entre les différents organismes qui se consacrent à la recherche scientifique et travaillent souvent en vase clos à des tâches identiques. Ces multiples problèmes sont évidemment résolus plus facilement dans

... Et la recherche de base reprendre le pas sur la technologie.

un régime dictatorial qui fixe d'une manière autoritaire les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en œuvre.

L'opinion publique américaine a donc pris conscience du défi qui est lancé aux États-Unis par l'U. R. S. S. dans son effort pour former ses nouvelles générations de savants et de techniciens, qui dépassent déjà en nombre aujourd'hui et surclasseraient peut-être demain en qualité, leurs homologues américains, si rien ne venait modifier la politique des deux pays.

Le dynamisme de l'Amérique, l'avance qu'elle conserve encore dans la plupart des domaines, ses richesses considérables doivent lui permettre de demeurer à l'avant-garde en dépit de l'avertissement constitué par les réalisations des savants soviétiques en matière balistique.

Il nous reste à exprimer le vœu que la compétition qui s'est ouverte atteigne avant tout des objectifs pacifiques et contribue finalement au bien-être de l'humanité.

J. SEITLINGER.

LES RAPPORTS DU SYNDICALISME ET DU POLITIQUE

Qui peut mieux connaître les besoins du peuple?

Un syndicaliste

ONT-ILS ÉVOLUÉ ?

Le sujet est tabou entre tous. Depuis la charte d'Amiens de 1906, sanctionnant farouchement la règle d'apolitisme des organisations ouvrières, et malgré quelques accidents spectaculaires, tels que les deux grandes scissions de la C.G.T., particulièrement vivace a été la tradition française d'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques. Mais le contenu des principes a évolué; et, après les tendances anarchisantes de l'adolescence, nous voici aux fruits verts d'une seconde jeunesse. Quelles promesses contiennent-ils en eux ? C'est la question à laquelle voudrait répondre cet article, uniquement sous l'angle de l'analyse de faits et non des doctrines et des droits.

L'ÉVEIL SYNDICAL AU POLITIQUE

Il serait erroné de dire qu'il y a désormais dans tout syndicaliste ouvrier français un homme politique qui sommeille ou qui s'ignore. Mais, sans vouloir sonder les reins et les cœurs, il est compréhensible que l'action syndicale, conduite, à partir d'un certain niveau d'expérience, à juger et à agir en fonction d'une certaine politique, et que ce jugement et cette action, moyennant certaines conditions, puissent se développer et mûrir.

Dès leur éveil à l'action syndicale, les militants ouvriers se trouvent fortement solidaires des problèmes humains d'une communauté. Plus idéologues que leurs correspondants anglo-saxons, les syndicats français n'en ont pas moins le sens des besoins d'un groupe humain. Ne sont-ils pas supérieurs sur ce point à bien des partis politiques ? Le militant qui connaît le fragile et dur équilibre d'un budget familial ouvrier, la souffrance due à un logement insuffisant et malsain, à l'incertitude de l'emploi, à l'inadaptation au travail, à des transports pour troupeaux humains, aux loisirs avilissants, sait qu'il faut être sérieux quand on prétend s'occuper du bien commun.

Dès la section d'entreprise, les exigences de l'action obligent les syndicalistes à multiplier leurs talents.

Tour à tour, ils doivent se faire propagandistes, écrire et parler, assimiler des notions de droit et de comptabilité, découvrir les règles de la diplomatie ouverte et fermée, savoir écouter et

savoir se taire. Ils discernent ainsi la réalité des diverses fonctions sociales.

Le fait politique envahi tout...

Avant même qu'ils n'aient fait la découverte de l'interdépendance des problèmes sociaux, économiques et politiques, se précise, pour eux, le rôle complémentaire joué par les praticiens de ces divers domaines, le plus souvent d'ailleurs contre les revendications ouvrières.

Plus encore, c'est dans les discussions des comités d'entreprise, dans les travaux du Conseil Économique, dans l'exercice de divers mandats représentatifs, que militants et dirigeants syndicaux découvrent les données réelles ou camouflées des prix de vente, des prix de revient, du coût de la main-d'œuvre, des impôts, des investissements, du revenu national, des importations, des exportations, des subventions... et du budget de la guerre d'Algérie.

De dépassement en dépassement se révèle l'ensemble des domaines où intervient la politique. Le mythe grandit, s'impose, fascine, décourage et remet tout en cause.

D'autre part, la centralisation administrative et technique a profondément modifié les conditions de l'action professionnelle. Le patron se dérobe derrière des instances qui le dépassent : le siège social, le syndicat professionnel... et finalement, encore, les administrations de tutelle, la politique générale...

Une lutte nouvelle et déconcertante

Au moins, tant que les objectifs du militant syndicaliste demeurent dans le domaine professionnel, se définissent-ils par rapport à des textes législatifs, contractuels, qui constituent autant de points de repères précis; de plus « l'arsenal de l'action syndicale », selon le mot de Maurice Bouladoux, président de la C. F. T. C., permet toujours une action concrète.

Mais lorsqu'il s'agit du domaine politique, où se prennent finalement en dernier ressort les décisions concernant le plein emploi, les médiations, l'expansion économique, la stabilité monétaire, la justice fiscale, il en va tout différemment. Le syndicalisme ne se voit reconnaître d'autre fonction que consultative. En tant que pouvoir de décision, les syndicalistes n'en ont d'autre que celui qu'ils détiennent, comme tout citoyen, de leur bulletin de vote. L'acte légal est à l'échelle individuelle.

Il leur reste l'action de masse, le perfectionnement de leur compétence technique pour donner plus d'autorité à leurs avis... ou l'entrée dans la politique active, pour pénétrer et transformer

cette forteresse de voiles à la molle et sûre défense.

Si les hommes politiques étaient actuellement en mesure d'assurer pleinement les responsabilités toujours vastes que leur impose l'évolution décrite ci-dessus, le syndicalisme aurait un rôle plus nettement défini. Mais on ne peut dire qu'il en soit ainsi.

D'une certaine démystification de la politique

Certes, en proclamant très haut « l'autonomie » du syndicalisme, beaucoup préconiseraient volontiers une limitation de ses responsabilités à l'obtention du maximum d'avantages à ses adhérents. Grâce à ce champ clos, les triblions de l'économie pourraient ne pas devenir les triblions de la politique. D'autres, au contraire, recherchent des fidèles parmi les syndicalistes, mais eux aussi ne conçoivent pour le syndicalisme qu'un rôle mineur.

Tous se réclament de la suprématie de l'intérêt général, dont ils revendiquent la responsabilité, sur les intérêts particuliers qu'incarneraient exclusivement le mouvement syndical. Les hommes politiques actuels peuvent-ils s'identifier à l'intérêt général ? Là est toute la question. Cette identification est de plus en plus contestée par les syndicalistes. Les hommes politiques ne peuvent ignorer ce fait; ceci ne met pas en cause la suprématie de l'intérêt général, mais la nature et la qualité de l'action effective des dirigeants politiques d'aujourd'hui face à leurs responsabilités.

Les hommes politiques au pouvoir consultent les syndicats. Ils les font informer par les grands administrateurs et invoquent l'esprit de coopération, de « relations humaines », autour des tables rondes. Ils apaisent, ils flattent au besoin, ils durent; en attendant de résister ou de composer, selon leur force ou leur faiblesse. Ils demandent aux syndicalistes d'assumer leurs responsabilités en conformité avec l'intérêt général. Peut-être ignorent-ils que les syndicalistes, un instant impressionnés par leur esprit brillant, se demandent en rentrant chez eux pourquoi l'on attend d'eux ce que l'on ne parvient pas à assurer soi-même. On entend de plus en plus souvent, venant des dirigeants les plus sérieux, des réflexions dans le genre de celle-ci : « Je ne passerai pas toute ma vie à essayer d'obtenir cinq francs d'augmentation du salaire horaire. » Face aux exigences et aux responsabilités de leur milieu, les dirigeants syndicalistes, isolés dans la nation, ne pourront se contenter longtemps de la part de responsabilités illusoires qui leur est laissée. D'ici peu de temps, ils devront soit disparaître, soit accepter un changement brutal — qui ne résoudrait rien — soit encore trouver une

L'action de masse

dimension nouvelle à leur action — et cela ne dépend pas seulement d'eux.

POUR UNE « DÉMOCRATIE POPULAIRE » AUTHENTIQUE

Nous n'avons pas la prétention de proposer ici des solutions en nous substituant aux instances responsables des syndicats et des partis. Seules sont durables et profondes les réformes qui résultent d'une évolution interne. Il s'agit seulement d'apporter quelques éléments de réflexion, voire de discussion.

Les intellectuels, qui avaient le cœur chaud pour l'aventure syndicale, ont cessé de penser que le « syndicalisme est l'événement du xx^e siècle ». Ils analysent l'objet de leurs anciennes amours et se disputent entre eux pour lui « donner un avenir ». S'ils ne prétendent pas imposer des conclusions définitives, leurs travaux ont un intérêt certain. Ils maintiennent autour des questions syndicales un climat de recherche et de réflexion, pour le plus grand bien des parties en présence. Le syndicalisme trahirait un complexe d'isolement et une faiblesse, s'il récusait de telles études, même si elles sont parfois critiques, du moment qu'elles sont le fait d'hommes sérieux et informés.

Quant aux techniciens purs, ils ont tendance à juger que l'automatisation et les relations humaines rendront le syndicalisme inutile. Pour le domaine

politique, il suffirait de remplacer les politiciens et leurs partis d'incapables par une organisation technique appropriée. Si cette conception néglige trop aisément toute la part de la vie sociale et des rapports humains qui ne saurait être réduite au seul plan économique et technique, il faut reconnaître que le culte de l'efficacité, le souci de la compétence qui l'inspirent ont heureusement impressionné le syndicalisme ouvrier, l'ont incité à s'équiper et à s'organiser en conséquence, quoique avec des moyens insuffisants.

Mais quel que soit l'intérêt de ces recherches, ce n'est pas à notre avis dans une seule voie que l'effort de rénovation nécessaire doit être poursuivi, mais dans plusieurs directions complémentaires.

Décentraliser pour redonner vie

Ne faudrait-il pas d'abord porter remède à l'impuissance générale qui est la conséquence d'une centralisation universelle et excessive ?

De tous côtés, on entend dire : « Il n'y a plus de cadres. » Sans doute, car les uns n'ont pas l'occasion de le devenir et les autres se tuent à la tâche. Une action méthodique devrait donc être menée pour accroître les responsabilités des communautés de base.

La C. F. T. C. a demandé récemment l'exemple dans ce sens. Elle a demandé à toutes ses sections d'entreprise d'examiner l'état de leur production et de leurs

prix de revient en vue de l'entrée de l'économie française dans le marché commun. Militants et délégués aux comités d'entreprise ont été invités à engager à cette fin des actions appropriées, y compris des échanges avec les sections syndicales de la même profession dans les cinq pays partenaires de la France.

Des orientations de cette nature pourraient se multiplier dans tous les domaines.

Les occasions ne manqueraient pas. Mais que d'obstacles ! Certaines sociétés industrielles rencontrent des difficultés dans leur effort de décentralisation : les ingénieurs ne veulent pas se déplacer dans des « trous » où les loisirs et l'équipement culturel sont inexistantes ou insuffisants ! D'autres mouvements de décentralisation tournent court. Les comités d'expansion et d'aménagement du territoire ont lassé bien des énergies à cause de leur multiplicité et de l'insuffisance de leurs moyens, parfois en s'enlisant, quelques mois après leur création, dans l'ornière où les a entraînés l'influence de notables trop nombreux en leur sein.

Quand donc donnera-t-on leur chance à ceux qui pourraient être les forces vives du pays ?

Et quand redistribuera-t-on les responsabilités, de façon à rendre à chaque forme d'action sa valeur et son sens véritable ?

Entre l'action revendicative désormais insuffisante et son rôle purement consultatif auprès des pouvoirs publics, le syndicaliste se trouve nécessairement confronté avec le politique.

Les tables rondes

Confronter ouvriers et paysans pour préparer un véritable « travailisme »

S'il est vrai que la solution des problèmes posés ci-dessus ne pourra être trouvée qu'à travers la réalisation d'une démocratie économique et sociale, celle-ci suppose que s'organisent des confrontations régulières de représentants qualifiés du monde rural et du monde ouvrier, en vue d'une formation et d'une information communes.

A ce propos, les dirigeants de la C. F. T. C. ont constaté à quel point il est difficile de trouver des « interlocuteurs valables » lorsqu'ils s'adressent aux dirigeants des organisations agricoles correspondantes. Pourtant, ces responsables existent; ils n'ont pas tous accédé à des fonctions de représentation organique, on peut les retrouver aux échelons de base, plus souvent dans leur ferme que dans un bureau parisien. Ils devraient se faire connaître, il faudrait aller vers eux.

Un premier travail d'approche est à réaliser. Les sessions de formation des deux parties devraient permettre d'utiles dialogues. Les colonnes des divers journaux spécialisés devraient s'ouvrir largement aux uns et aux autres (1). Il ne peut y avoir de réelle formation politique sans confrontation à égalité de chances entre les divers milieux sociaux d'origine populaire. Mais il convient de trouver

des objectifs d'action commune, sans lesquels ces rapprochements ne se justifieraient pas.

La source d'un véritable « travailisme » est là. Ouvriers et paysans souffrent d'une même insuffisance : leurs porte-parole politiques sont généralement des représentants des classes moyennes et des notables qui requièrent leur soutien, mais ne font rien de véritablement sérieux pour faciliter la convergence de leurs objectifs.

Certes, un homme politique ne doit pas être le représentant d'une classe, et nous avons tous des ancêtres paysans. Il reste que la démocratie libérale de la Troisième République a la vie dure et triomphante, et que sans l'effort que nous préconisons la démocratie économique et sociale risque de rester un thème de congrès, et la vie politique de devenir une succession de rites de plus en plus vides de substances.

Former des élites

La meilleure façon de marquer que l'on reconnaît la nécessité de la promotion paysanne et ouvrière serait de soutenir financièrement les bureaux d'études et les centres de formation de leurs organisations.

Le monde patronal s'équipe avec sérieux et méthode, grâce aux bénéfices des entreprises et aux subventions gouvernementales. Pourquoi ne pas prévoir un prélèvement sur le revenu national

Et la terre inconnue de la politique

pour ceux qui, par leur promotion, peuvent contribuer à hausser le niveau général des cadres du pays ?

Il reste un souhait à formuler : c'est que les spécialistes, que leur fonction a installés aux frontières du syndicalisme et de la politique, ne soient pas, avec quelques intellectuels, les seuls à se préoccuper de cette forme d'avenir d'une réelle démocratie populaire, indispensable complément de la démocratie politique à laquelle elle peut seule rendre un sens.

Ces perspectives pourront paraître modestes, parce qu'elles n'engagent pas de doctrine nouvelle ni de réformes de structures. Mais les doctrines existent. Et que pourraient des réformes de structures, imposées du dehors, sans une évolution interne ?

L'important est donc de renouveler les données de notre vie politique, économique et sociale, de façon à multiplier les responsabilités de tous ordres, en tous domaines, afin de rétablir une répartition rationnelle des fonctions et de permettre la promotion, dans chaque milieu, d'élites authentiques.

L'œuvre est de longue haleine. Le présent article ne veut pas épuiser le sujet; il s'arrête sans conclure, en espérant la suite à donner.

HENRI FABRE.

(1) Le remarquable numéro de *Recherche*, édité par la C. F. T. C. (décembre 1957-janvier 1958), est consacré aux problèmes paysans.

● QUI NOUS ÉCRIT ?

FRANCE-FORUM a ouvert une enquête auprès de ses lecteurs de moins de trente ans afin de connaître leurs réactions sur les problèmes politiques qui se sont posés ces dernières années, et leurs positions devant l'action politique proprement dite.

Nos jeunes correspondants font partie de la même famille spirituelle; ils sont dans leur quasi-totalité des chrétiens et représentent les milieux sociaux les plus divers; une minorité d'entre eux a appartenu ou appartient aux mouvements d'Action catholique.

Cette enquête a une valeur de sondage et ne prétend pas rendre compte des points de vue de tous les jeunes Français. Elle reflète toutefois assez fidèlement les tendances, les aspirations et les refus des nouvelles générations, ou plus exactement de la partie d'entre elles qui a la curiosité ou le souci de la « chose publique ». Il serait vain de se dissimuler que c'est une petite minorité de jeunes qui est préoccupée des questions politiques, et il est évident que c'est une minorité de cette minorité qui nous a écrit. Cependant, il semble bien que le portrait de la jeunesse qui se dessine après lecture de toutes les réponses reçues à France-Forum

engagés » précisent qu'ils cesseront de l'être lorsqu'ils auront acquis plus de maturité et d'expérience.

● CE QU'ON NOUS ÉCRIT

ATTITUDE A L'ÉGARD DE LA POLITIQUE

La grande majorité de nos jeunes lecteurs éprouve pour la politique une attirance réelle, mais cette attirance est tempérée par un sentiment de répulsion à l'égard des compromissions et déficiences du « pouvoir » mêlé à une réprobation de l'attitude des parlementaires jugée trop souvent équivoque et sans courage.

Attrait exercé par la curiosité et édicté par le devoir de m'intéresser à la « Res publica » et partant à sa gestion et à son avenir. Répulsion à l'encontre des défauts de notre politique actuelle dégradée par la prééminence des intérêts de parti sur l'intérêt national et par le fractionnement sans cesse accru des groupes. La dégénérescence de notre système constitutionnel actuel ne peut qu'inspirer de la lassitude, voire du dégoût. (G. M., étudiant, Arras.)

LA NOUVELLE V

Après la génération passionnée des lendemains de la libération

ressemble dans ses traits psychologiques principaux à celui que révélaient les enquêtes plus vastes réalisées par d'autres publications et portant sur des domaines dépassant celui de la politique.

Les 536 réponses qui nous sont parvenues émanent de toutes les catégories professionnelles et peuvent se classer de la façon suivante :

267 étudiants et étudiantes ;

69 travailleurs manuels (ouvriers et agriculteurs) ;

124 travailleurs salariés non manuels (fonctionnaires, employés de commerce et d'administration, ingénieurs, secrétaires, dactylos, journalistes) ;

76 travailleurs indépendants (commerçants, médecins, avocats, dentistes, architectes, éducateurs).

Le soin et le sérieux avec lequel les réponses ont été rédigées montrent que « les enquêtés » (1) suivent la vie politique, réfléchissent sur les événements, ce qui ne préjuge pas de l'attrait ou de l'hostilité qu'ils ressentent à l'égard du régime.

Les deux tiers de nos correspondants sont engagés dans les partis, soit à titre de militants, soit à titre de sympathisants (le plus grand nombre au M. R. P. ; les autres se répartissant au parti socialiste, au parti radical, aux indépendants, dans les groupes nationalistes ou monarchistes, dans les organisations de style « nouvelle gauche »). Quelques-uns parmi les « non-

Attrait, c'est le meilleur moyen de défendre des idées qui paraissent justes, et parce qu'il y a un certain « piment » de lutte. Mais répulsion (ou parfois simple étonnement) devant la nullité et le manque de courage des représentants « élus » de la politique. (Y. G., étudiant, Paris.)

Je suis attirée par la politique, car c'est quelque chose de vivant et d'humain et que, de toute façon, si on ne s'occupe pas de la politique, la politique s'occupe de nous. (Étudiante, Seine.)

Attrait pour faire connaître et avancer les aspirations de la classe ouvrière, mais certains aspects de la politique me répugnent, par exemple, le peu d'empressement que mettent les députés à assister aux débats de l'Assemblée. (C. C., ouvrier, Villers-le-Lac.)

Attrait pour la politique en général, car j'aime la lutte et la discussion. Répulsion pour le triste spectacle que représente la vie publique française à l'heure actuelle. (J.-L. C., étudiant, Paris.)

Attrait, en raison de son importance dans la vie de la Nation et de son rôle directeur; répulsion parfois devant des attitudes sectaires ou la recherche d'un profit (personnel ou collectif), d'un succès de parti mis avant les intérêts du pays. (J. S., fonctionnaire.)

Croyez-vous réellement qu'un jeune puisse éprouver quelque attrait à l'égard de la politique actuelle en France, quand on voit sa complexité, son instabilité, l'incroyable « bassesse » de certains hommes et clans qui la dominent. La répulsion n'est pas une solution. Comment ignorer, se taire quand le seul fait de vivre en société, agir, penser, nous mêle obligatoirement à la politique. Reste l'indifférence. A vrai dire, pour moi, c'est plutôt le découragement, et là

(1) 76 % des « enquêtés » ont de 18 à 26 ans.

pourtant j'essaie de comprendre, de juger... et de ne pas trop critiquer et détruire. (B. C., horticulteur, Arras.)

CAUSES DE L'ENGAGEMENT

Les motifs qui inspirent l'engagement sont le plus souvent d'ordre moral et relèvent d'une obligation de conscience. Le sens du devoir pour les chrétiens d'être présents là où la liberté et la justice sont en cause, est un élément déterminant ; le goût de l'action également.

Je m'engagerai certainement ; chrétien, je pense que les chrétiens doivent essayer d'agir sur la vie et les destinées du monde. (C. F., étudiant, Lancey.)

Le sens du devoir et des responsabilités, la compréhension du privilège que j'ai d'avoir eu les moyens de faire des études et plus spécialement d'avoir une formation politique et économique me commandent de m'engager. (B. C., étudiant, Antony.)

Formé à l'esprit de service et aux responsabilités par le scoutisme, qui m'a conduit à l'engagement dans le syndicalisme étudiant,

Par son action avec des « rebuts de la Société », l'abbé Pierre a fait cent fois plus pour les sans-logis qu'en étant cinq ans député. En bâtissant une « communauté de travail » à Valence, Marcel Barbu a fait plus pour la promotion ouvrière que pendant son mandat à l'Assemblée. Un syndicalisme renoué peut « pousser les députés au derrière ». (M. C., typographe.)

Toutefois, les partisans de l'engagement politique invoquent aussi l'efficacité comme raison de leur choix.

J'estime l'engagement syndical et l'engagement religieux indispensables, mais l'engagement politique me semble primordial, du fait que nous vivons en démocratie. (P. B., professeur, Baugé.)

A court terme, l'engagement syndical me semble le plus efficace, mais il n'en reste pas moins que c'est l'engagement politique : conception de l'homme et de la société, organisation du pays, etc. qui est en définitive le plus efficace, mais il faudrait rénover les mœurs parlementaires et civiques, en général. (R. C., agriculteur, Cantal.)

En principe, je considère l'engagement politique comme le plus efficace, il devrait l'être au moins... Mais son inefficacité actuelle ne trouve-t-elle pas son origine dans l'indifférence de la plupart des citoyens. Pour eux, l'économique a plus de poids... Mais lorsqu'on

AGUE AU FORUM

, une nouvelle jeunesse sans illusion, mais non désillusionnée.

ouvert à l'actualité politique, j'en suis venu à l'engagement politique. (F. B., militaire, Arras.)

La conscience de l'injustice environnante, une certaine image de la France, de l'Union française, jamais incarnée dans la politique gouvernementale, voilà ce qui pousse à l'engagement. (Étudiant, E. N. S.)

Pour s'engager dans la politique, il faut avoir eu auparavant un engagement professionnel ou apostolique, qui donne ouverture d'esprit et formation personnelle. (Agriculteur.)

C'est le fait de l'action qui me pousse à m'« engager », peut-être également un caractère pragmatique qui me fait croire à l'efficacité plus des actes politiques que des éternelles discussions de certains intellectuels. (M. J., étudiant, Paris.)

NATURE DE L'ENGAGEMENT

On ne peut déduire des positions nuancées prises par les enquêtés qu'une nette majorité se dessine en faveur de l'engagement syndical plutôt qu'en faveur de l'engagement politique ou inversement. Les partisans de l'engagement syndical le considèrent comme le plus efficace dans l'immédiat, le plus actif, le plus proche des réalités de la vie.

Heureusement qu'il existe des engagements professionnels, syndicaux, familiaux, etc., qui attendent la jeunesse et l'écartèreront des désillusions et du temps que la politique ferait perdre. (P. M., kinésithérapeute, Aulnay-sous-Bois.)

aura bien montré que l'économique dépend en grande partie du politique, peut-être changera-t-on d'avis. (A. X., employé, Paris.)

RAISONS DU NON-ENGAGEMENT

Pour justifier leur attitude, les « non-engagés » indiquent les raisons suivantes : individualisme ; scepticisme ; dégoût ; manque de formation et d'expérience ; sentiment que les jeunes ont peu de possibilités d'influence ; crainte d'être dupé ; difficulté de trouver le temps pour s'informer sérieusement des problèmes et des solutions proposées ; méfiance à l'égard des hommes et des partis politiques dont les options et les actes sont trop souvent en contradiction avec l'idéal et les programmes ; lassitude et découragement devant la décomposition du régime et la dégradation de l'État ; conviction que l'opinion publique est mal éclairée sinon bernée par les dirigeants ; refus de se « salir les mains » dans une action où les intérêts particuliers et partisans triomphent de l'intérêt général ; déception provoquée par l'insuffisance de dynamisme du M. R. P. ; surprise et résignation devant les contradictions de la politique française et l'absence d'imagination des hommes de gouvernement ; difficulté de choisir clairement dans un domaine où règnent la confusion et l'ambiguïté ; refus de se soumettre aux disciplines et directives de parti.

répondu positivement ne souhaitent pas l'élimination des états-majors en place ; par contre, cet état d'esprit apparaît chez une partie de ceux qui ont répondu négativement, ceux-là pensent qu'il est vain de vouloir simplement infléchir la ligne de son parti, mais qu'il faut la modifier radicalement en s'emparant de « l'appareil » et des leviers de commande.

« La jeunesse a son rôle à jouer dans la vie d'un parti, car le parti politique, comme tout groupe social, meurt s'il ne reçoit pas de sang jeune. La jeunesse se doit de faire triompher ses idées au sein et dans le cadre du parti. » (B. H., militaire.)

« Oui, sinon, je ne serais pas entré au M. R. P. La rénovation politique d'un pays ne peut se faire, actuellement, que par une rénovation des partis grâce aux jeunes. » (E. V., étudiant.)

« Sachons ramener le rôle du jeune militant à ses justes proportions. Le jeune militant n'a pas l'expérience de ses anciens et ne doit pas, dans le parti, exercer autrement son action que sous forme d'influence sur ses aînés. Mais il a le devoir de se faire entendre d'eux, de leur faire connaître les aspirations des jeunes et d'en exiger la prise en considération lors de l'élaboration des programmes d'action. » (G. M., étudiant, Arras.)

« Dans les partis parlementaires actuels, les jeunes ont très peu d'influence et pas du tout en ce qui concerne le P. C., la S. F. I. O., les Indépendants. » (Élève ingénieur, Seine.)

« Cela dépend du parti. Non pour les extrêmes ; probablement pour le Centre. » (E. R., étudiant, Seine-Maritime.)

« Oui, s'il bénéficie de circonstances très favorables, lesquelles sont très rares : un parti politique non sclérosé, fort et soucieux des critiques qu'on lui fait. J'ai entendu au Parti Radical Socialiste et à la S. F. I. O. le refrain : « Entrez dans notre parti, vous le modifierez. » Mais le parti radical est une pâte de guimauve avec quelques personnalités attachantes, et la S. F. I. O. est sclérosée : la minorité est sans voix. » (Étudiant.)

« Oui, dans la mesure où ce militant a un contact étroit avec l'état-major du parti. Or il y a carence de ce côté au M. R. P. Entre le parlementaire et le militant de base, il y a un fossé. On s'ignore, c'est intolérable. » (P. L., représentant, Issy-les-Moulineaux.)

Parti et volonté de croire...

CROYEZ-VOUS QU'UN JEUNE MILITANT PUISSE INFLÉCHIR LA LIGNE DE SON PARTI?

Oui : 136.

Non : 128.

Peut-être : 142.

Sans opinion : 130.

Les réponses vont plutôt à l'affirmation, mais sous certaines conditions : nécessité d'une action collective au sein du parti, réceptivité du parti à l'opinion des jeunes, volonté de dialogue positif avec les aînés et avec les dirigeants. Les jeunes qui ont

... plutôt que certitude et enthousiasme.

QUI DIRIGE LA POLITIQUE FRANÇAISE?

1. Les groupes d'intérêts ou lobbies ;
2. Les états-majors des partis ;
3. Les parlementaires ;
4. La presse ;
5. La masse électorale ;
6. Les intellectuels.

Il est à noter que les groupes d'intérêts et les états-majors des partis sont classés par nos correspondants très nettement en tête des collectivités qui exercent une influence prépondérante sur la politique française. Les groupes d'intérêts ou de pression ont été placés 208 fois en numéro 1 de la liste ci-dessus et les états-majors de partis 201 fois. En revanche, la masse électorale et les intellectuels sont considérés comme n'ayant pratiquement qu'une action insignifiante sur la politique gouvernementale.

RÉACTIONS DEVANT LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DE CES DIX DERNIÈRES ANNÉES

Il apparaît que le plus grand nombre des jeunes lecteurs de *France-Forum* ont pris conscience de la vie politique avec le rejet de la C. E. D. et l'armistice indochinois. Des questions aussi importantes que le tripartisme, la loi Barangé, les nationalisations ne suscitent qu'un intérêt limité et des réactions d'indifférence ou d'approbation mesurée.

L'institution de la C. E. C. A. est unanimement approuvée ;

le rejet de la C. E. D. a désorienté et déçu. L'opportunité de la construction de l'Europe n'est contestée par personne.

En ce qui concerne les problèmes d'outre-mer, les solutions de force sont repoussées par la majorité. Ainsi l'armistice indo-chinois, dont les conditions hâtives de réalisation sont critiquées, est approuvé, si pénibles qu'en aient été les conséquences. La déposition de Mohammed V est considérée comme une erreur. Les rapports avec les peuples d'outre-mer sont examinés presque uniquement sous l'angle des formules d'association et de coopération tant politiques qu'économiques et culturelles. Sur ce terrain, les conclusions du congrès R. D. A. de Bamako paraissent indiquer une direction intéressante. La solution d'avenir pour sauvegarder certains liens entre la métropole et l'outre-mer est envisagée dans des perspectives fédérales ou confédérales. Le style fédéraliste représente pour nos jeunes correspondants un espoir constructif et non une résignation à des abandons successifs. Le mot d'autonomie et son principe ne les effraient pas.

Si certains comprennent, excusent ou justifient la vivacité des réactions des Européens d'Algérie, beaucoup déplorent les événements du 6 février 1956 à cause de l'infléchissement de la politique algérienne qui en est résulté et des retards qu'ils ont entraînés dans la mise en œuvre des réformes indispensables à la création d'une communauté juste.

La campagne contre les tortures en Algérie est généralement approuvée, sous réserve que les crimes et les excès soient dénoncés, quel que soit le camp où ils sont commis. On rencontre quelques réactions du type : « on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs », et « il ne faut pas amplifier des faits qui restent exceptionnels ».

L'expédition de Suez est sévèrement appréciée ; nos jeunes soulignent qu'une telle opération ne devait être entreprise que si les ministres responsables s'étaient préalablement assurés de l'existence des conditions politiques indispensables au succès.

L'insurrection hongroise d'octobre 1956 suscite admiration et respect, mêlé de gêne et de réprobation à l'égard du « lâchage » occidental.

La totalité de nos correspondants « travailleurs manuels » déclare avoir été hostile au « Front Républicain », une partie des autres reconnaît avoir commis une erreur de jugement en plaçant ses espérances dans ce regroupement des forces dites de gauche. Le Front Républicain n'a séduit qu'une minorité.

SOLUTIONS POSSIBLES A LA CRISE DU RÉGIME

Reconnaissant dans la multiplicité et la dispersion des partis et des tendances la cause majeure de l'inefficacité du régime, la quasi-unanimité de nos correspondants souhaite des regroupements donnant corps et vie à un petit nombre de grands partis. Rares sont ceux des « enquêtés » qui se rallient à une démocratie de type anglo-saxon à deux partis. Les bases idéologiques de ces regroupements sont vaguement esquissées : personnalisme, démocratie d'inspiration chrétienne, socialisme humaniste, travaillisme, libéralisme. Mais l'accent est mis avec beaucoup plus de précision et de vigueur sur les raisons économiques et sociales qui permettraient les véritables convergences et les rapprochements efficaces. Les positions exprimées ne se situent pas par rapport aux ordinaires constellations de la vie parlementaire. Quelques-uns cependant suggèrent un rapprochement entre les minorités des trois partis : radical, M. R. P., socialiste. Il faut noter qu'un certain scepticisme se manifeste sur la possibilité pratique et l'avenir de grands regroupements.

« Des grands regroupements sont certainement nécessaires, mais malheureusement contraires à l'esprit français, donc difficiles à réaliser d'une façon solide. » (J. P., professeur, Seine.)

« Oui, des regroupements politiques sont possibles sur des bases économiques et sociales. En particulier, je crois à l'avenir d'un travaillisme français, véritable socialisme économique et social qui

aurait un programme d'action à moyen et long terme. » (B. C., étudiant, Seine.)

« Les regroupements politiques sont absolument indispensables pour construire et agir efficacement... mais ils ne seront possibles, d'abord, qu'à partir de programmes d'action précis et limités. Ce n'est qu'à la longue qu'un regroupement plus large pourra se faire. » (B. C., horticulteur, Arras.)

« Oui, nécessité de trois grands partis forts : une gauche, un centre, une droite, le libéralisme politique étant toujours de mise. » (M. S. A., étudiant Sciences Politiques, Paris.)

« On voit mal la possibilité de regroupements dans un pays essentiellement individualiste, où le fractionnement de l'opinion à l'infini est une tradition séculaire. » (J. L. C., étudiant, Paris.)

Création d'un parti travailliste qui réunirait plusieurs partis en leur laissant leur autonomie idéologique, mais qui tracerait une politique d'ensemble économique et sociale. » (Paris. Employé.)

« Nécessité des groupements de minorité. Il n'y a probablement pas tellement de différence entre jeunes socialistes, jeunes M. R. P.,

Une certaine sagesse.

jeunes radicaux. Un problème : l'Algérie, permettrait sans doute un regroupement pour les trois fractions de parti. » (P. S., étudiant E. N. S.)

« Je pense que c'est la convergence de diverses mesures qui pourra seule mettre un terme à la crise du régime. Tout devrait en tout cas être entrepris pour réduire le nombre des partis et faire disparaître les groupuscules ; mais il est difficile, en démocratie, d'empêcher la création de nouvelles formations politiques. Le regroupement ne doit pas se faire par catégories sociales ou professionnelles. » (F. B., étudiant, Arras.)

Quelque estime que marquent nos correspondants pour les groupes de pensée ou d'action constitués autour d'une revue ou d'un journal, comme *Esprit* ou *Témoignage chrétien*, ils concluent en général à l'insuffisance d'entreprises qui ne touchent que des élites et qui les inclinent à des positions trop systématiquement critiques. Si quelques-uns vont jusqu'à envisager un régime présidentiel, tous sont d'accord et insistent pour un renforcement de l'autorité de l'exécutif et de sa stabilité.

La dictature de « l'homme fort » est unanimement repoussée. On pense cependant qu'une autorité personnelle serait utile pour résoudre les difficultés immédiates et l'on cite : de Gaulle, Mendès-France, Soustelle, Pflimlin, le comte de Paris, Pinay. Mais les

L'ensemble de nos correspondants (et même les plus critiques) a conscience que, même si elle est parfois gênée, la liberté d'expression reste une caractéristique de notre régime qui le distingue heureusement des démocraties populaires.

HIÉRARCHIE DES VRAIS PROBLÈMES DE GOUVERNEMENT

1. L'Algérie (placée en tête par 47 % par nos correspondants) ;
2. La stabilité gouvernementale (placée en tête par 45 % de nos correspondants) ;
3. L'Europe ;
4. Le franc.

Sont ensuite mentionnés : le logement ; la réforme des circuits de distribution ; l'expansion régionale ; la mise en valeur du Sahara ; l'association avec les peuples d'outre-mer ; l'aide aux pays sous-développés ; l'organisation de l'Eurafrrique ; la réforme de l'enseignement ; l'organisation de l'entreprise ; le désarmement.

INFLUENCE DES CHRÉTIENS SUR LA POLITIQUE FRANÇAISE

On constate deux dominantes : d'une part, l'action des chrétiens sur la politique française est un fait et plus encore une exigence liée aux valeurs spirituelles elles-mêmes ; d'autre part, cette action ne peut pas être confessionnelle. Si on parle souvent de groupements ou de regroupements d'inspiration chrétienne, on répugne très généralement au parti catholique ; on a le souci de la collaboration politique entre croyants et incroyants et de la présence des chrétiens dans les divers partis. L'idée d'une démocratie d'inspiration chrétienne paraît dissociée de tout confessionalisme. Et pour beaucoup l'inspiration chrétienne peut seule animer l'anticommunisme positif et progressiste.

Plus concrètement, certains reconnaissent un caractère exemplaire à la formule et à l'action de la C. F. T. C. en même temps qu'ils déplorent dans le M. R. P. une chute de l'élan et une incertitude de pensée et d'action.

Les exigences à l'égard du M. R. P. : reprise et approfondissement d'un souci doctrinal, recherche d'un langage capable de frapper l'opinion, contact plus proche avec les masses populaires, signifient plutôt confiance et espoir que désaffection.

Il semble que même lorsqu'elle est engagée politiquement et ne met pas en question cet engagement la jeunesse actuelle se défende mal contre un certain malaise qu'elle n'arrive pas toujours à définir clairement ni à vaincre complètement.

Plus que les autres, les chrétiens doivent être des ferments révolutionnaires. Le M. R. P. a fait faire à de nombreux chrétiens une politique plus à gauche que si ce parti n'avait pas existé. Le problème pour le M. R. P. est de durer, sinon les catholiques voteront indépendants ; cela commence déjà, et une minorité seulement accepterait de travailler au parti socialiste. En tout cas pas de parti catholique, ni même ayant l'étiquette démocrate-chrétienne, de façon à rester ouvert aux non-chrétiens. (M. C., journaliste, Paris.)

L'influence des chrétiens est réelle et doit l'être encore davantage, mais l'Église n'ayant pas de position officielle en matière politique, un parti chrétien constitué ne se justifie pas. (Étudiant.)

Les chrétiens ont un rôle à jouer dans la vie politique française. Il y a plusieurs formes possibles. Je pense que celle qui prévaut actuellement est une des meilleures : pas de partis spécifiquement chrétiens avec étiquette chrétienne, mais des chrétiens présents et agissant dans les partis. (Cultivateur, Saône-et-Loire.)

L'influence des chrétiens dans la Nation dépend d'un M. R. P. fort et rajeuni. (Secrétaire, Seine-et-Oise.)

Dans la mesure où les chrétiens approfondissent leur foi et en imprègnent leur action temporelle, ils réfléchissent davantage sur les problèmes temporels et acquièrent en même temps une vigueur d'esprit nécessaire pour annihiler les doctrines faibles et contrecarrer la foi communiste. (B. F., Pas-de-Calais.)

Un goût de la technicité et de l'objectivité...

déceptions d'un proche passé font qu'on manque d'enthousiasme pour une telle formule.

La question de la liberté d'expression est traitée par rapport à l'actualité et en tenant compte surtout des deux dernières années et du climat créé par la guerre d'Algérie.

On indique certes les raisons générales qui faussent cette liberté en régime capitaliste (puissance financière), mais on retient surtout la politique d'interdiction et de saisies pratiquée par M. Lacoste et couverte par le gouvernement. Les mœurs des socialistes au pouvoir truffant les administrations de leurs amis provoquent des réactions très vives, notamment, à propos de la Radio et de la T. V.

... n'excluent pas l'exigence propre à la jeunesse.



AU-DELA DE NOTRE ENQUÊTE

LORSQUE des jeunes consentent à parler, ils ne cherchent pas seulement à libérer ce qui s'agite confusément en eux, ils font un effort de communication, ils guettent des signes d'intelligence, ils attendent quelque réponse. On se hasarderait donc à prolonger l'enquête au-delà de l'enquête.

La jeunesse interrogée ci-dessus ne coïncide pas, et de loin, avec toute la jeunesse, il est bon de rappeler cette précaution qui avoue les modestes limites de notre entreprise. Mais, surtout lorsqu'il s'agit de la jeunesse, la partie a quelque chance de symboliser avec le tout, et d'être, elle aussi, représentative de ce qu'on a appelé ailleurs la nouvelle vague.

On imaginait, en effet, des colères et des désespoirs, toute une litanie d'indignations et de récriminations, et on rencontre partout une certaine sagesse, un éloignement des grands éclats prophétiques et des idéologies fracassantes, une redécouverte aussi des valeurs morales élémentaires et des vertus privées.

Une génération différente de la précédente

La jeunesse actuelle est donc sensiblement différente de celle qui arrivait à l'âge des prises de conscience politique au moment ou au lendemain immédiat de la Libération. En celle-là se montraient une sorte de frustration amère et une exigence violente qui se sont prolongées au-delà de l'adolescence. Cette génération avait été effleurée ou touchée par la Résistance, elle l'avait connue — comme les enfants d'un autre siècle l'époque impériale — plus par l'imagination que par l'action. Elle se croyait au temps d'une grande politique révolutionnaire. La vaste espérance qui avait animé la Résistance se retournait trop facilement contre les résistants au pouvoir, et une première vague de jeunesse dans notre après-guerre a été très profondément marquée par la conscience aiguë qu'elle eue de cette contradiction.

Aujourd'hui arrive une deuxième vague qui n'est plus touchée par ce qu'a eu un moment de grandiose l'idéologie à la fois patriotique et révolutionnaire de la Résistance ; la réminiscence en fait figure aujourd'hui de rhétorique archaïque, et le résistant devient l'« ancien combattant », honoré, célébré comme une relique précieuse d'un épisode qui n'est plus vécu et compris. On est passé de la poésie un peu naïve et mythique au positif de la prose. Si bien que les contradictions se multiplient entre la première et la deuxième vague. Le signe le plus caractéristique en est dans celle-ci la retombée du romantisme politique.

Veut-on un exemple précis. L'Europe avait été voulue ou refusée avec passion dans des générations plus anciennes. Notre enquête montre que la jeunesse d'aujourd'hui envisage la construction européenne sans aucune fièvre fanatique du pour ou du contre, mais comme une nécessité de raison, une entreprise déjà commencée et qu'il s'agit simplement de mener à son terme.

Autre exemple au-delà de notre enquête et du côté où la deuxième vague devrait garder naturellement fidélité aux impatiences et aux véhémences de la génération immédiatement précédente : l'équipe d'étudiants et de normaliens qui rédige *Vin Nouveau* montre assez par le titre qu'elle a choisi son antipathie décidée pour les vieillies autres ; de ce côté on professe comme un axiome indiscutable que tout a été manqué depuis la Résistance ; on y cultive parfois les dernières flambées du romantisme politique ailleurs moribond, quand on y rêve à la chance de la jeunesse polonaise jetée, elle, dans le drame et dans l'épopée. Mais même dans ce haut lieu de l'intransigeance, où chacun reconnaît en soi la vertu et l'inflexibilité d'un Saint-Just, on déteste le pathétique, on chérit l'impassibilité et la froideur, on récuse Bernanos, on prône le retour à Stendhal, on invente une éthique de la désinvolture et de l'insolence — tout en brûlant au-dedans de la plus insoupçonnable ferveur gauchiste. Et on en vient à se demander si la jeunesse elle-même ne serait pas contaminée par le « vieillissement moral et mental » du reste de la

Nation. Pessimisme démesuré, certes, et contredit par l'existence même de *Vin Nouveau*. Retenons seulement que ces jeunes, eux aussi, donnent à leur pensée — même si elle est en son fond romantique — le style sans romantisme de la deuxième vague.

Ensemble une certaine sagesse et une certaine jeunesse...

Cherchant à vaincre indétermination et incertitude, cette deuxième vague est toute à la netteté, voire à la sécheresse ; elle estime la lucidité de l'analyse ; elle veut s'armer d'une objectivité savante et ne redoute pas la technicité. Cette attitude, cependant, n'est pas complètement naturelle et dans ce parti pris de raison se devine l'artifice d'une contrainte. Cette jeunesse n'aimerait pas ce grand mot et pourtant elle n'est pas sans drame, car elle vit au fond la même contradiction qui, au lendemain de la Libération, a déjà déchiré, et en grande partie paralysé la génération de la première vague.

Mieux qu'à aucune autre époque de notre histoire, la jeunesse ne peut éviter, comme de force, d'être confrontée avec la politique, d'où chez les plus conscients le besoin de s'engager pour employer un mot de notre vocabulaire qui n'est plus tout à fait au goût du jour. Mais en même temps la conscience qu'a la jeunesse de l'importance de la chose politique rend l'engagement d'autant plus difficile, si bien qu'on hésite interminablement, et que même, lorsqu'on a décidé de faire le saut et d'entrer dans un parti, la foi est plutôt pari et volonté de croire que certitude et enthousiasme, et on n'arrive pas à surmonter un invincible malaise, mot mineur et sans romantisme pour désigner une angoisse assez profonde. Chez les jeunes chrétiens, l'embarras est encore plus difficile à dénouer parce que la conscience religieuse plus aiguë, mieux informée, est devenue plus critique et plus exigeante à l'égard de l'action politique, parce que l'Église, comme l'a montré la crise des mouvements de jeunesse, paraît craindre qu'un trop prompt souci civique et politique nuise à la formation spirituelle et au témoignage proprement religieux. La distance ainsi croît dangereusement entre la politique comme fait et la politique comme valeur.

D'où ce fond de résignation ou même de scepticisme qui est comme l'arrière-pensée des plus lucides parmi les garçons et les filles de la deuxième vague. D'où cet excès de sérieux. D'où cette sagesse trop calme et un peu trop appliquée. Une certaine sagesse. Cette jeunesse serait-elle au fond sans jeunesse ?

Première approximation, mais qu'il faut dénoncer et dépasser. Qu'un jeune soit déjà un homme fait et qu'il le montre par la sagesse insolite de ses réponses à un questionnaire politique ne signifie pas l'adieu avant l'heure de la jeunesse à la jeunesse. Car c'est l'exigence qui fait la jeunesse ; et à répugner au pathétique et à chercher un langage stendhalien, cette exigence gagne en clarté et en vérité. Exigence qui pourrait être commune à des générations différentes et permettre alors échange et dialogue. Un moraliste oublié du XVIII^e siècle, Duclos, écrivait dans ses *Considérations sur les mœurs* : « Le Français n'a pas d'âge mûr et il passe de la jeunesse à la caducité. » Le trait serait d'un pessimisme insupportable si jeunesse voulait y dire inconscience et frivolité. Il y a une gravité, un sérieux, une exigence de la jeunesse qui, lorsqu'ils se perdent, ne signifient pas l'accès à la maturité, mais le durcissement et le pourrissement de la caducité. Aussi la jeunesse qui, par le biais de notre enquête, a pris la parole à notre forum pourrait bien avoir prouvé par ses réponses de raison et de mesure qu'une certaine jeunesse et une certaine sagesse sont ensemble la vérité humaine de la politique authentique. Car c'est être jeune entre les jeunes, et se préparer aussi à forcer le destin, que de taire le nom du démon de l'« à quoi bon » au-dedans de son cœur, et, par défi et point d'honneur, se décider à agir et donc à espérer.

FRANCE-FORUM.

L'ALGÉRIE NOUVELLE, LES ALGÉRIENS ET LA FRANCE

Une politique d'assimilation de l'Algérie à la France entraînerait pour la métropole des charges au-dessus de ses possibilités. Une Algérie autonome pourrait envisager des solutions moins onéreuses à ses problèmes économiques et sociaux, mais malgré tout encore hors de sa portée. Existe-t-il une troisième voie pour échapper à ce dilemme ? C'est à cette question que Germaine Tillion, autour du remarquable ouvrage « L'Algérie 1957 », a bien voulu répondre.

Il est très exact que les normes françaises, appliquées à l'Algérie, représentent des dépenses gigantesques, dont on peut donner un aperçu.

— Prenons, par exemple, la Sécurité sociale. En Algérie, les charges d'un foyer musulman sont 5,2, et celles d'un foyer européen 3,6, ce qui signifie que 10 ouvriers européens doivent nourrir 36 personnes, tandis que 10 ouvriers musulmans en nourrissent 52. En conséquence, quand 10 ouvriers musulmans sont inscrits à la Sécurité sociale, celle-ci a la charge de soigner 52 personnes (au lieu de 36).

En milieu algérien musulman, sur 1 000 consultants, il y a 9 tuberculeux ; en milieu algérien non musulman, 2 sur 1 000 ; en métropole, 1 sur 1 000. Autrement dit, un ouvrier européen d'Algérie a 3 fois plus de chances que l'ouvrier de France d'être tuberculeux, mais l'ouvrier musulman et sa famille en ont 9 fois plus. Cela signifie que, pour la Sécurité sociale qui assure ce dernier, il est 9 fois plus probable d'avoir à soigner un tuberculeux, et cela pour presque deux fois plus de gens. Même effrayante progression pour le paludisme, le trachôme et toutes les maladies en général — et cela malgré l'énorme progrès réalisé sur le front sanitaire algérien depuis 20 ans.

En 1953, en Algérie, il y a eu 395 000 assurés sociaux cotisants, dont 220 000 étaient musulmans

Pour ces 395 000 assurés, la Sécurité sociale, en 1953, a disposé de 3 760 millions, sur lesquels elle a eu un solde bénéficiaire de 650 millions. Pourquoi ce solde bénéficiaire ? Parce que les ouvriers musulmans ne savaient pas se servir de la Sécurité sociale. Mais ils s'adaptent avec une extrême rapidité à nos chinoïseries et, dès 1954, sur près de 4 milliards la Sécurité sociale n'a conservé aucun solde bénéficiaire. Ensuite, de deux choses l'une : ou la progression des chinoïseries parviendra à priver les Musulmans d'un avantage qui leur est dû par contrat, ou

la Sécurité sociale atteindra des déficits astronomiques.

Malfaisance des dernières mesures

— En Algérie, l'hygiène scolaire n'est pas seulement une œuvre de haut intérêt social, elle est une nécessité, car bien souvent l'écolier n'a aucune possibilité d'être soigné s'il ne l'est pas à l'école. Il est cependant absurde de soigner le trachôme ou la gale d'un gamin dont tous les frères et sœurs — non scolarisés — sont galeux ou trachômoteux ; d'autre part, il est naturellement interdit au médecin de l'hygiène scolaire de soigner la famille du petit malade. Il est donc absurde d'instruire un enfant si on ne le soigne pas, mais non moins absurde de le soigner en le laissant vivre en milieu contagieux. Certains se tirent de cette contradiction en disant qu'il ne faut ni soigner, ni instruire le mioche ; d'autres pensent qu'il faut trouver le moyen de soigner et d'instruire toute la famille. Je fais partie de cette dernière catégorie. Mais je reconnais que le système le plus lent et le plus onéreux pour arriver à ce résultat, c'est le nôtre, c'est-à-dire notre école primaire et notre Sécurité sociale.

— Les Allocations familiales, théoriquement payées par les employeurs, sont, en fait, supportées par l'ensemble des employés.

En pratique, dans l'hexagone français, le système consiste à augmenter le revenu des familles de trois enfants (ou davantage) au préjudice des célibataires et des ménages sans enfants ou n'ayant qu'un seul enfant. La famille de 2 enfants constitue la charnière entre la catégorie payée et la catégorie payante.

Dans un pays où le nombre moyen des enfants est beaucoup plus grand, la charnière se déplace nécessairement et la catégorie payante s'élargit au fur et à mesure de l'élargissement de la catégorie payée. Les Allocations familiales vont alors constituer un prélèvement sur



Pouvions-nous

le salaire des pères de deux, voire de trois enfants, au bénéfice des pères de cinq et six enfants ou davantage.

Dans le secteur privé, la somme versée était, en 1955, de 2 400 francs par enfant et par mois (j'ignore si elle a été augmentée de quelques francs). Même ainsi elle ne permet pas d'entretenir à elle seule un enfant. Si elle ne constituait qu'une aide pour les chefs de famille, son seul inconvénient, par conséquent, serait d'être insuffisante.

Mais elle n'est pas que cela, puisqu'elle représente aussi un prélèvement sur certains salaires. Opéré sur le gain du jeune célibataire, ce prélèvement va gêner celui-ci pour s'établir dans les



« garder » l'Algérie sans partager intégralement avec les Algériens nos acquisitions sociales ?

meilleures conditions ; il va empêcher le jeune père de un, deux ou trois enfants (celui qui avait le plus de chances « d'élever » sa famille), de faire pour elle les dépenses qu'elle exige, tandis que le père de cinq ou six enfants ou davantage ne pourra, de toute façon, pas élever la sienne. Véritable mécanisme de paupérisation.

Si l'on entre dans le détail des mœurs, le tableau est plus noir encore. Ne parlons pas de la polygamie (qui n'existe pratiquement pas), mais examinons la répudiation qui est un fléau plus grand, car elle permet sans motif de séparer la mère de ses enfants. Les enfants restent à la charge du père, mais il conserve

évidemment le bénéfice des allocations qui sont versées par eux.

Or il se produit ceci. Chaque fois qu'un homme mûr se remarie, c'est un jeune homme de plus qui ne va pas trouver à se marier, et c'est un fait qu'il existe un problème du mariage pour l'homme jeune en Algérie.

Si l'on songe maintenant que c'est avec l'argent prélevé sur le salaire de ce garçon que nos institutions s'efforcent (avec succès) d'encourager le grand-père à la reproduction, et que la combinaison de nos usages avec les mœurs locales va permettre aux vieux messieurs de prendre aux jeunes à la fois leurs femmes et leur argent, on admire évidemment les

beaux résultats de la sollicitude de l'État.

— Si nous examinons maintenant le problème de la scolarisation, nous constatons la situation suivante :

En 1955, 1 683 000 enfants algériens d'âge scolaire n'ont pas eu de place dans les écoles.

Dans la ville d'Alger, 2 enfants musulmans sur 3 vont en classe ; dans la banlieue d'Alger, il n'y en a plus que 14 sur 29 (donc pas tout à fait 1 sur 2) ; dans l'ensemble des petites villes du département, 14 384 enfants sur un peu plus de 40 000. Dans le reste du département (campagne) sur 530 000 enfants, 64 447 sont scolarisés (pas tout à fait

1 sur 8) ; mais si on examine les effectifs scolaires de certaines communes mixtes, c'est 1 enfant sur 50, 1 enfant sur 70 qui a des chances de pouvoir un jour gagner sa vie.

En 1963-1964, au terme de l'effort

le plan de scolarisation en 10 ans (11 000 classes). C'est dire qu'un programme de 33 000 classes, dans le même délai, est irréalisable.

Dans le délai de trente ans, on se trouverait encore une fois dépassé par la

en utilisant pour cela les mécanismes de notre Sécurité sociale représente un gaspillage sensationnel. Parvenir à une scolarisation totale avec les normes de l'École Primaire est simplement impossible (non pas même faute de crédits, mais faute de maîtres et de locaux).

Il est vrai également que, dans l'état actuel de l'évolution du monde, il n'est pas possible de faire accepter à une population quelconque l'étiquette d'un pays dont elle ne partage pas intégralement tous les droits et les avantages.

Pouvions-nous « garder » l'Algérie sans partager intégralement avec les Algériens nos acquisitions sociales ? Assurément non. Pouvions-nous assumer les énormes frais de ce partage ? Personnellement, je le crois, à la condition de le vouloir et à la condition qu'ils le veuillent. Mais nous quittons le domaine des faits pour entrer dans celui des sentiments.

Aujourd'hui, en 1958, nous pourrions encore (non sans nous imposer une charge trop lourde) entreprendre l'effort financier qu'exigerait le partage économique que nous venons de voir, mais nous ne pouvons pas, à la fois, continuer indéfiniment à supporter les frais d'une guerre et à mener à bien des investissements pacifiques. *Nous pouvons (et très péniblement) payer les uns ou les autres. Pas les deux.*

Peut-on espérer que, après trois ans et demi d'une répression cruelle, tous les Algériens vont brusquement changer d'avis et se rallier à une politique assimilationniste ? C'est une hypothèse invraisemblable. Au surplus, nous ne la leur offrons même pas (et la loi-cadre ne peut pas en tenir lieu).

Peut-on poursuivre la guerre, sans résoudre les problèmes sociaux de l'Algérie ? C'est alors une œuvre de Gribouille, car, dans le cas d'un *statu quo* économique, la population algérienne double mécaniquement tous les vingt ans et ne nous laisse plus aucune alternative que celle de la fuite. Dans ce cas, M. Raymond Aron a parfaitement raison : autant fuir tout de suite, ce serait moins cruel et moins onéreux pour tout le monde. Cela ne veut pas dire que cette solution ne soit pas horrible. Elle est seulement moins horrible qu'une autre alternative : la guerre chronique, haineuse, ruineuse, illimitée, avec, en finale, un départ d'autant plus inévitable que la lutte aura été plus longtemps poursuivie.

En présence de ces perspectives, il est clair que la politique assimilationniste — feu la politique assimilationniste — malgré son caractère très onéreux pour la France représentait pour tout le monde des avantages certains : elle était humainement juste, elle répondait à tous les problèmes matériels de l'Algérie. Elle



La scolarisation totale irréalisable selon les normes métropolitaines.

envisagé par le plan de scolarisation, on a calculé que 35 p. 100 des enfants d'Algérie pouvaient trouver place dans les écoles primaires et 65 p. 100 d'entre eux étaient encore privés d'instruction, soit encore 1 600 000 enfants sacrifiés. On en était donc presque exactement au même point qu'aujourd'hui.

Pour atteindre la scolarisation totale de l'Algérie, par l'intermédiaire de l'école primaire, fonctionnant selon les normes actuelles, il faudrait donc prévoir un effort trois fois plus grand que celui envisagé dans le « plan de scolarisation », soit 150 milliards en 10 ans.

Fou la politique assimilationniste

En admettant que l'on puisse disposer des 150 milliards en question, le problème ne serait pas résolu pour autant, car il faudrait alors construire 30 000 classes et les construire conformément aux exigences métropolitaines, et il faudrait surtout assurer le recrutement des 33 000 instituteurs, au niveau actuellement exigé pour ceux-ci. Or ce recrutement présente déjà des difficultés suffisantes pour qu'on puisse considérer comme très sérieux l'obstacle qu'il constituerait, si l'on voulait exécuter

démographie, car, entre les années 1966 et 1986, la population — sauf amélioration massive de son niveau de vie ou cataclysme — devrait normalement doubler et ses besoins scolaires avec elle. (En 1980, la population musulmane totale doit atteindre le chiffre de 17 980 000 individus.)

— Dans ces trois domaines — sécurité sociale, allocations familiales, scolarisation — l'absurdité résulte de l'application homéopathique de systèmes conçus dans l'hexagone métropolitain.

Si la masse des salaires était accrue dans une proportion substantielle, la Sécurité sociale assurerait à une partie croissante de la population un niveau de santé satisfaisant et qui s'alignerait progressivement avec le nôtre. L'élévation générale du niveau de vie, jointe à une scolarisation totale, devrait normaliser la démographie, et, ce faisant, éliminerait du même coup les incohérences actuelles du système des allocations familiales.

Il est très vrai que, pour atteindre ces résultats en utilisant les normes françaises, il faut prévoir des sommes supérieures à celles qui seraient nécessaires avec des normes originales. Atteindre en Algérie le niveau de santé de la France

assurait à notre pays une expansion sans aventure. Enfin, elle était facile à comprendre et elle correspondait à nos vertus et à nos travers particuliers — je veux dire : à notre manie d'uniformisation (c'est un travers) et à notre croyance dans l'identité profonde des hommes (c'est une vertu).

Nous étions assez riches pour payer sans trop de peine les sommes considérables exigées par un « plan de restauration humaine de l'Algérie ». A la condition de ne pas enfler en même temps notre budget militaire, nous pouvions accroître celui de l'Éducation nationale, des Ponts-et-Chaussées, de l'Assistance Publique (quant à nos chemins de fer et à notre Sécurité sociale, ils n'en sont pas à un déficit près). *Nous pouvions*. Nous ne pouvons plus.

J'entends souvent des gens me dire : « Il faut donner ceci aux Algériens, il faut leur faire faire cela »... etc., etc. Trop tard. Ils ont été assez longtemps le complément d'objet direct ; maintenant ils veulent être le sujet du verbe, et cette position motrice dans leur propre destin, ils ne demandent pas qu'on la leur octroie, mais ils exigent qu'on la leur reconnaisse. C'est même là l'essentiel de leur exigence.

Pas d'alliance de remplacement

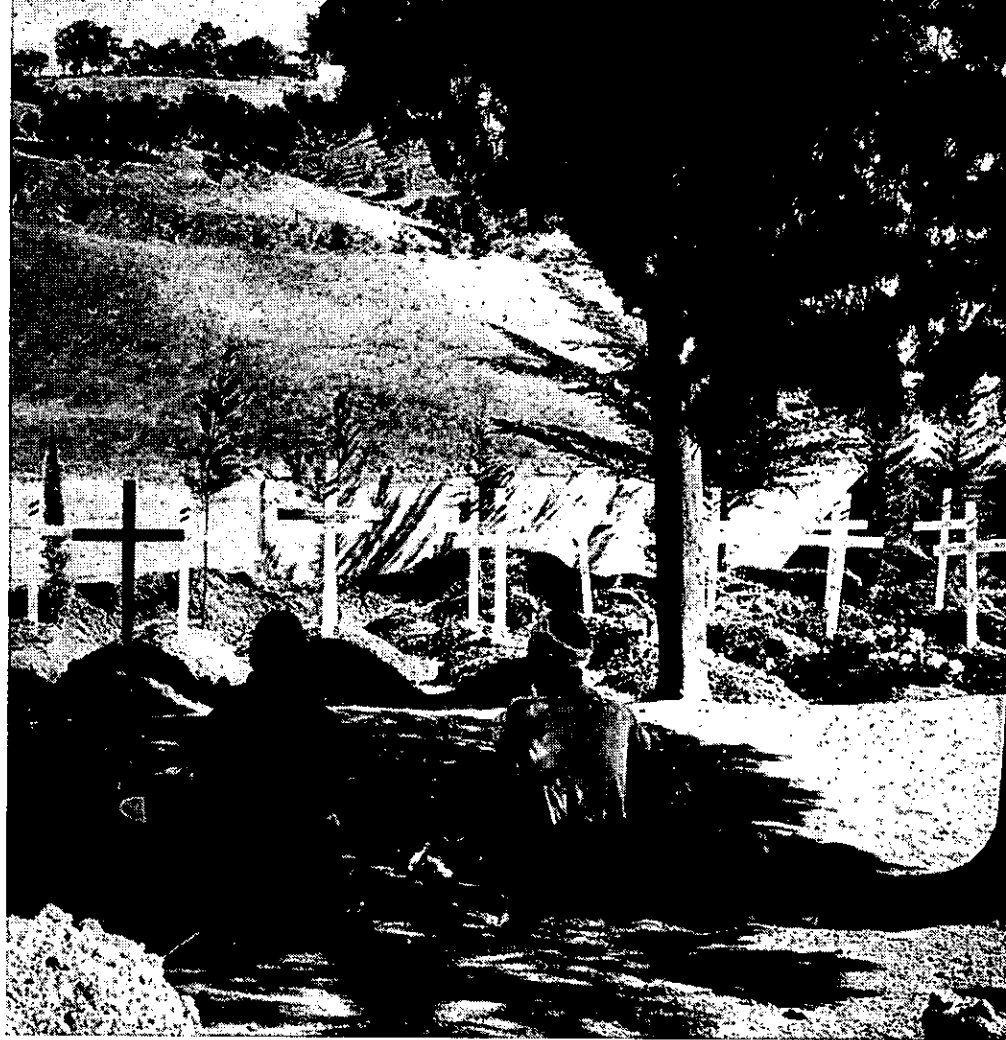
Cela ne signifie pas que nous devons être seuls à faire des concessions, il faut aussi que les cadres algériens se rendent compte qu'ils ont encore plus besoin de nous que nous n'avons besoin d'eux.

Il faut aussi qu'ils comprennent qu'il n'y a pas pour eux d'alliance de remplacement, parce que le problème algérien est actuellement beaucoup plus un problème de salaires qu'un problème d'investissements, et la France est le seul pays du monde qui peut leur donner les 800 000 salaires qui les sauveront à coup sûr.

Dans cette double perspective d'égards réciproques, il est possible de concilier nos intérêts avec la revendication irrépressible de la jeunesse algérienne, et les nécessités économiques que je viens de vous exposer. Or, la jeunesse algérienne est mieux placée que nous pour imposer à son propre pays la sévère discipline qui peut le sauver, et des formules moins onéreuses, plus adaptées et plus efficaces que celles que nous avons conçues à notre usage.

Cette sévère discipline — si sévère soit-elle — ne sauvera rien cependant sans notre aide matérielle, mais cette aide, c'est notre intérêt de l'assurer, et c'est notre droit de l'assortir de conditions raisonnables.

C'est là cependant ce qui m'inquiète le plus : l'expérience prouve que notre pays



« Jusqu'à présent, nous avons déployé de grands efforts pour tout perdre ensemble. »

est beaucoup moins sensible à des arguments d'intérêt international qu'à des sentiments de nationalisme cocardier. En présence des problèmes d'outre-mer, il a les réactions d'un paysan arriéré qui ne lâche pas sa terre, et que ne rationalise pas son exploitation. Faire comprendre aux Algériens qu'ils doivent trouver une formule d'association avec la France est une chose possible, mais faire comprendre à la France que les Algériens sont un peuple adulte et que, tout en lui reconnaissant cette qualité, il faut cependant lui assurer une aide, et une aide privilégiée, est une entreprise autrement difficile. Je suis néanmoins convaincue non seulement du devoir inconditionnel que nous avons vis-à-vis de l'Algérie, mais aussi de l'impossibilité pour la France de réaliser n'importe quelle politique africaine : premièrement tant que la paix en Algérie n'aura pas été rétablie — j'entends une paix authentique — deuxièmement tant que les problèmes économiques et sociaux que pose la situation exceptionnelle de ce pays ne seront pas en cours de règlement. Il ne s'agit pas de donner à tous les Algériens le niveau de vie égal au niveau de vie français ; il s'agit de renverser la pente économique. Actuellement, il

y a un tiers des habitants de l'Algérie dont le budget est croissant, et deux tiers dont le budget diminue d'année en année. Il faut et il suffit que les trois tiers des Algériens aient un budget croissant, — quel que soit ce budget.

Ce résultat peut être obtenu beaucoup plus facilement par des cadres acceptés par la population et armés d'un idéal, à la condition qu'une formule d'association quelconque soit maintenue avec la France. Les sacrifices que nous devons consentir nous permettent d'assurer nos deux autres objectifs, qui sont la sécurité des biens et des personnes de nos compatriotes — et j'entends par là tous ceux qui réclament la nationalité française — et l'exploitation des matières premières sahariennes.

La guerre actuelle, à l'inverse des autres guerres, ne peut pas comporter un perdant et un gagnant, mais seulement deux perdants ou deux gagnants. Jusqu'à présent, de part et d'autre, nous avons déployé de grands efforts pour tout perdre ensemble ; il en faudrait de moins grands pour tout gagner — à la condition d'assaisonner l'énergie déployée avec un peu de bon sens et de bonne foi.

GERMAINE TILLION.

Théâtre

● « LE MAÎTRE DE SANTIAGO », DE MONTHERLANT



René Faure, Henri Rollan

“ Je n'ai rien à faire dans un temps où l'honneur est puni. ”

Une tragédie de là grandeur, de la pureté et de la foi. Une œuvre rigoureuse gravée dans du marbre. Des dialogues nus, durs, dépouillés comme une cellule monastique.

Le Montherlant qui a écrit *Le Maître de Santiago* est celui-là même qui dans un texte de 1933 précisait : « Je vois

que s'il m'arrivait quelque jour d'être foudroyé par la grâce, en d'autres termes de prendre le catholicisme au sérieux, je me mettrais dans une ligne que je serais tenté d'appeler sa ligne de cœur, parce qu'il me semble la voir courir, comme une sève dans un arbre, au cœur du christianisme : elle est une

tradition qui va de l'Évangile à Port-Royal, en passant par saint Paul et saint Augustin. La devise que je lui donne est le cri de Bossuet « doctrine de l'Évangile, que vous êtes sévère ! », et sa figure, celle de la voie qui toujours se rétrécit ».

M. de Montherlant n'a pas rejoint l'Église, mais son *Maître de Santiago* relève d'une conception intransigeante, austère, exigeante du catholicisme. On a dit et on continuera de dire que Don Alvaro — personnage central autour duquel s'articule toute la pièce — hautain, farouche, orgueilleux, méprisant est bien éloigné de la générosité chrétienne, que son horreur du monde et de la vie manque d'esprit de charité, que son renoncement à toute tendresse humaine pour assurer le salut de son âme est inspiré par des considérations étroitement égoïstes, que son désir de pureté absolue a des lueurs d'hérésie, que l'influence exercée sur sa fille pour la diriger vers le Carmel fait bon marché de la liberté donnée par Dieu à ses créatures. Cette vue partielle du caractère de l'excessif, irritant et superbe Maître de l'Ordre de Santiago, méconnaît tout ce qu'il y a en lui d'amour sublimé, de mysticisme ardent, de détachement sincère, de fierté chrétienne, d'ascétisme vrai, de fidélité à l'honneur, de pitié pour les opprimés.

Don Alvaro n'est pas à la mesure des hommes moyens que nous sommes. Il n'est pas pareil aux autres celui qui affirme : « Je n'ai rien à faire dans un temps où l'honneur est puni, où la générosité est punie, où la charité est punie, où tout ce qui est grand est rabaisé et moqué, où, partout, au premier rang, j'aperçois le rebut. » Si incompréhensif à nos défaillances que ce héros nous paraisse, il n'est cependant pas inutile de méditer sur ses frémissantes indignations, sur son orientation passionnée vers les hautes aventures intérieures. Par-delà l'Espagne du début du XVI^e siècle où se situe l'action, les conflits, les déchirements, que la pièce nous présente, sont riches de résonances spirituelles qui peuvent rencontrer certains échos dans le secret des cœurs contemporains.

De cette œuvre brûlante, forte, tendue, qui fut créée en 1948 au Théâtre Hébertot, la Comédie-Française nous a donné une présentation remarquable par la qualité de l'interprétation et l'excellence de la mise en scène.

HENRI BOURBON.

- "Le Maître de Santiago", de Henri de Montherlant, à la Comédie-Française.
- "Kanal", film polonais d'André Wajda, primé au Festival de Cannes.
- "Les Peintres témoins de leur temps" nous infligent une "Parisienne" trop académique.
- Bela Bartok, treize ans après sa mort...



Émile Karewicz

"Ils aimaient la vie..."

Cinéma

● KANAL

Les « démocraties populaires » nous avaient habitués, en matière artistique et notamment en ce qui concerne le cinéma, au pesant et orthodoxe « réalisme socialiste ». Le serment d'amour devant un tracteur qui creusera le sillon menant droit à la société idéale, voilà un poncif connu et dérisoire du cinéma communiste.

Les tragiques événements d'octobre 1956 semblent avoir fait naître dans la jeune génération des préoccupations artistiques nouvelles. *Kanal* (« Ils aimaient la vie »), film du jeune metteur en scène André Wajda, permet de nourrir les meilleurs espoirs sur l'avenir du cinéma polonais.

Il ne faut probablement pas attribuer à une intrigue tragiquement dépouillée un sens symbolique. Le drame de Varsovie qui, en 1944, fut réduite en cendres par les Allemands alors que les Russes attendaient la fin du massacre aux portes de la ville est une source inépuisable de sujets. Il n'est cependant pas invraisemblable de penser que l'équipe qui a tourné *Kanal* s'est souvenue du sort des insurgés de Budapest qui, eux aussi, « aimaient la vie ». L'ambiance dantesque des égouts de Varsovie, où chaque résistant meurt tel un rat, pourrait être dans l'esprit des auteurs celle de l'enfer des « démocraties populaires ».

Qu'il possède ou non un « message », voilà un film sobre, sans concessions ni artifice. Une trentaine de résistants polonais, encerclés par les S. S., reçoivent l'ordre de rejoindre le centre de Varso-

vie qui tient toujours devant l'assaut de l'adversaire; un seul moyen : les égouts. Encore faut-il posséder un laisser-passer pour emprunter cette voie... Alors commence la marche de ces hommes et de ces deux femmes vers une mort certaine dans les sinistres collecteurs. Épuisement, lente asphyxie, une atmosphère pestilentielle, noyade dans les eaux où le cadavre est l'élément le plus propre, rien n'est épargné à ces hommes comme au spectateur. Ceux qui ne trouvent pas les issues obstruées par les barbelés et les grenades ou par de solides barreaux sont accueillis au terme de leur odyssee par les bottes d'un officier allemand. La seule issue non gardée verra sortir le commandant de la compagnie et le sergent qui lui a menti pour sauver sa vie : le reste de la compagnie s'est égaré. L'officier rend la justice et redescend



Les "Parisiennes"... vues par Bernard Buffet.

dans la fange, mourir avec les rats.

Les deux histoires d'amour sont traitées avec un tact infini. C'est une gageure, car la grandiloquence et le romantisme facile sont les écueils où les meilleures volontés se brisent dans ce genre de film.

Que le *Kanal* ne soit pas un tunnel aux issues bien gardées dans lequel les peuples opprimés cheminent dans les ténèbres, nous voudrions l'espérer, sans trop y croire.

Aimant la vie, ces hommes n'ont pas craint une mort certaine... comme d'autres.

FRANÇOIS GARCIA.

C'est dommage, pour celui-ci, que son thème rappelle le sujet des Goya de Lille. La comparaison l'écrase.

Quand j'étais professeur, j'ai corrigé des « devoirs de style ». Ils distillaient la même qualité d'ennui que cette exposition très annoncée et très vantée.

Je m'en suis consolé en allant, au sortir de Galliera, au marché voisin de l'Alma. Des Parisiennes achetaient leurs fleurs. Elles étaient des femmes, enfin...

GEORGES LE BRUN KERIS.

Expositions

● AU MUSÉE GALLIERA,
CHERCHEZ LA PARISIENNE...

« Les pompiers sont toujours vivants! » : cela se peut chanter sur l'air du *Veau d'or*. Cette rengaine m'a hanté en visitant l'exposition que les *Peintres témoins de leur temps* consacrent à « La Parisienne ». Pauvre Parisienne! Tantôt abstraite, tantôt surréaliste, tantôt fauve, populiste, néo-impressionniste, naïve, mais toujours académique.

La Parisienne n'est plus une femme, mais une porte-robe-élégante, une silhouette de carton, ou simplement — et ce sont les meilleures toiles — un prétexte à paysage. On trouve parfois de bonnes évocations de Paris, tel ce nocturne si vénitien de Charlot. Mais la femme, avec sa grâce, son charme, son rayonnement, l'aura de sa féminité, on l'a exilée. A peine apparaît-elle dans deux tableaux assez peu originaux, l'un de Simon Auguste, l'autre d'Yvette Alde. Car ce n'est pas évoquer la femme que camper, comme Buffet, deux péripatéticiennes lamentables.

De l'esprit parfois dans ces peintures, mais si volontaire et même si littéraire : ainsi Capron, ainsi Mac Avoy.

Disques

● BELA BARTOK

Treize années se sont écoulées depuis la mort de Bela Bartok, une mort misérable à New-York. Bartok avait vécu aux États-Unis de 1940 à 1945, et pendant les derniers mois de son existence il connut le dénuement le plus complet, à tel point que le « centre américain des droits d'auteur » dut supporter les frais de son enterrement. Il est



Bela Bartok

Treize ans après sa mort, il naît.

inutile d'ajouter qu'à cette époque les grandes partitions de Bela Bartok étaient complètement inconnues du public. Il semble que quelques années aient suffi pour faire découvrir l'importance et la beauté de la *Musique pour cordes, percussion et célesta*, de la *Sonate pour deux pianos et percussion* ou des six *Quatuors*. Nous savons maintenant que, dans la musique du xx^e siècle, Bartok se place au même rang qu'un Stravinsky ou qu'un Schönberg.

Les discophiles bartokiens peuvent s'estimer satisfaits du nombre croissant d'enregistrements consacrés au maître hongrois. Parmi ceux-ci, signalons une nouvelle version de la *Musique pour cordes, percussion et célesta* qui, composée en 1936, peut être considérée, par son intense pouvoir expressif et sa magistrale écriture, comme un des sommets de l'œuvre du compositeur. Le nouveau disque édité par Philips est interprété par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam placé sous la direction d'Eduard van Beinum : la qualité instrumentale en est irréprochable, ainsi que la gravure, mais nous ne retrouvons pas ici toute la profondeur, tout le mystère qui se dégagent de l'interprétation, déjà ancienne, de Karajan. Cependant, bien couplé avec le *Chant du rossignol*, de Stravinsky, ce disque est à conseiller aux discophiles. Conseillons également l'enregistrement intégral des *Mikrokosmos* (il s'agit de six volumes d'études pour piano écrits par Bartok pour son fils) réalisé excellemment par Edith Farnadi et publié par Vega. De son côté, Fritz Reiner vient de nous donner une attachante version du *Concerto pour orchestre* chez RCA. Enfin, le pianiste György Sebök, une des grandes révélations de l'année, nous offre un disque intéressant où sont réunis la *Suite de danses* et les *Trois burlesques* de Bartok ainsi que des œuvres de son compatriote Zoltan Kodaly. Ici, Sebök se montre aussi à l'aise que dans son récent enregistrement consacré à Schumann, et ce n'est pas peu dire.

CLAUDE SAMUEL.

● NOTRE SÉLECTION :

- BRAHMS : Concerto pour violon et orchestre (*Kresler*). Vsm COLH 35.
- SMETANA : Quatuor à cordes n° 1 par *Quatuor Janacek*. DG 17098.
- BEETHOVEN : Concerto n° 4 pour piano et orchestre (*W. Kempff*). DG 17084.
- BEETHOVEN : Sonates pour piano et violoncelle (*Casals-Serkin*). Phi. L 012856.
- RÉGITAL CALLAS : CID LPC 50175.
- JACQUES IBERT INTERVIEWÉ ET ŒUVRES : Decca, 163786.
- KHATCHATURIAN : Concerto pour piano et orchestre (*A. de Vries*). Vega, C 30 A 146.
- BACH : Concerto italien. Erato, EFM, 42033.
- BACH : Concerto pour deux violons (*Kogan-E. Guilels*). Col., FCX 540.
- BACH : Fastes et Divertissements de Versailles, Vol. V. Phi., LIL 0011.
- JAZZ : Know your jazz. Vega, ABC 115.
- Bessie Smith. Phi., P 07824 R.

“Regards nouveaux sur les années quarante”⁽¹⁾

par Pierre Dhers

Les Français qui ne comptent plus leurs sujets de désaccord en trouvent à foison dans leur propre histoire. Loin d'être facteur d'unité morale, elle est principe de divisions idéologiques et politiques. Le plus curieux est que ces dissentiments survivent presque indéfiniment aux circonstances qu'ils suscitèrent et se transmettent de génération en génération : l'apaisement n'intervient qu'au bout de plusieurs siècles, en matière d'histoire, la prescription est plusieurs fois centenaire. Elle ne s'applique pas encore à la Révolution, la récente controverse rallumée autour de Robespierre pour l'approche du bicentenaire de sa naissance l'a clairement démontré. Combien de générations passeront avant qu'une certaine vérité historique s'impose sur les événements des années 1939-1945 ! A sa mesure, qui est sans prétention, le petit volume de notre ami Dhers contribuera à hâter ce moment, en tirant quelques points de l'obscurité et en faisant justice de certains préjugés complaisants.

Son livre associe deux essais distincts. Le premier, intitulé *Comment M. Benoist-Méchin écrit l'histoire*, a été composé dans les marges du grand ouvrage consacré par cet auteur aux « 60 jours qui ébranlèrent l'Occident ». On souhaiterait que tous les lecteurs de M. Benoist-Méchin puissent lire aussi le commentaire de Pierre Dhers. Il administre à cet écrivain, dont le talent n'est pas niable, dont la réputation d'historien en impose à beaucoup, une sévère leçon de méthode historique. Sous l'apparence d'objectivité, le partisan perce; sous le travail prétendument scientifique, l'analyse critique dissimule le parti pris anti-démocratique, la rage d'avoir raison, le règlement de comptes, l'anglophobie. Outre qu'il ignore certaines sources essentielles, M. Benoist-Méchin sollicite les textes, tronque les déclarations, fabrique tout bonnement certaines pièces. Le plus surprenant reste assurément l'escamotage complet du rôle d'Hitler dans le déclenchement de la guerre dont la responsabilité retombe en grande partie sur les épaules de Paul Reynaud, à qui incombe aussi celle de la défaite. Les contradictions de ces deux reproches n'embarrassent point l'auteur. Sur ce point capital, le ressentiment l'aveugle manifestement :



Pierre Dhers

La vérité cherchée avec rigueur et passion.

l'homme politique, l'ancien secrétaire d'État de Vichy ont obnubilé l'historien. A vrai dire, M. Benoist-Méchin n'en est pas à son premier coup : son histoire de l'armée allemande, dont les qualités ont jadis fondé sa réputation, offrait déjà du premier au second tome l'exemple d'un glissement analogue. En vérité, M. Benoist-Méchin n'est pas de ses historiens auxquels on peut se fier.

Le nouvel essai, plus ample, s'intitule *Le maréchal Pétain et le débarquement africain* et s'attache à faire justice de la légende accréditée par certains défenseurs du gouvernement de Vichy et selon laquelle Pétain préparait sa rentrée dans la guerre aux côtés d'Hitler. Cette thèse repose sur quelques textes subtilement interprétés : fragile édifice que Dhers

jette à bas. Il reconstitue avec une extrême minutie l'enchaînement des négociations menées parallèlement entre le 8 et le 15 novembre par Darlan avec le commandement américain et par Laval avec les Allemands. Replacés dans ce contexte, les fameux télégrammes secrets constamment invoqués pour étayer la thèse du double jeu sont ramenés à leur importance relative qui est tout à fait négligeable. Modèle de rigueur, sa démonstration paraît pleinement convaincante. Il semble bien que le maréchal Pétain ne se soit jamais affranchi de l'illusion qu'il était possible d'observer jusqu'à la fin du conflit une neutralité qui ferait de lui l'arbitre des

(1) Flammarion, 1958.

deux camps. La conclusion de Dhers rejoint ainsi celle du général Schmitt sur l'inanité des prétendus accords franco-britanniques. Ainsi peu à peu s'établit comme des pans de certitude.

A vrai dire, la vérité de l'honneur et du courage l'a déjà emporté : tous les efforts, même avec tout le talent de M. Benoist-Méchin, des défenseurs de Vichy pour imposer leur version des événements sont voués à l'insuccès, il suffit pour s'en convaincre d'ouvrir un manuel scolaire, n'importe lequel, au chapitre dédié aux années 1940-1944 : Vichy n'y est même pas nommé, et la résistance y est célébrée à l'égal des épisodes qui font le plus d'honneur à notre histoire. Il y a une justice de l'histoire.

Ce que notre brève analyse est bien impuissante à restituer, c'est la maîtrise de la démonstration, la rigueur du raisonnement, une dialectique incisive et serrée, l'humour caustique et la vibration de l'indignation, toutes ces qualités qui rendent la conversation de P. Dhers si attachante. Ses amis les retrouveront avec bonheur dans ces pages qui leur font désirer avec impatience qu'il nous donne un jour la grande étude dont celle-ci n'est qu'une esquisse, et qui fera franchir un pas décisif à notre connaissance d'une période entre toutes cruciale et qu'il est plus qualifié que personne pour écrire.

RENÉ RÉMOND.

« LE MALAISE DE L'ARMÉE »

d'après Jean Planchais

L'ESSAI de M. Jean Planchais se présente sous la forme d'articles de presse sans autre lien entre eux que le désir d'exprimer le malaise ou les malaises de l'Armée. Ce style journalistique est à la fois excitant et quelque peu agaçant pour l'esprit, excitant parce qu'il amène l'auteur à dire tout haut ce que l'on pense parfois tout bas, agaçant parce qu'il conduit aussi à des affirmations péremptives qui mériteraient d'être confrontées à la réalité. C'est dire qu'il faut prendre le livre de M. Jean Planchais pour ce qu'il est, une brillante et parfois injuste analyse des humeurs de la société militaire, le contraire d'une étude objective sur la mentalité du soldat.

Il ne saurait être question de résumer l'ouvrage de M. Jean Planchais. Ses chapitres correspondent tous à un même propos : analyser l'attitude de l'Armée aux prises d'une part avec les transformations de l'art de la guerre et d'autre part avec les pouvoirs qui régissent la société.

Les conséquences de l'évolution de l'art de la guerre sur l'Armée sont cor-

rectement analysées par M. Jean Planchais. Mais l'auteur paraît trop souvent les déplorer et sans se rendre compte qu'elles correspondent à une impérieuse nécessité historique.

M. Planchais commence tout d'abord par rappeler les efforts qui, au lendemain de la guerre, ont permis de créer quelques divisions parfaitement adaptées aux combats nucléaires, puis la nécessité dans laquelle s'est trouvé le commandement de convertir cette Armée mécanisée pour

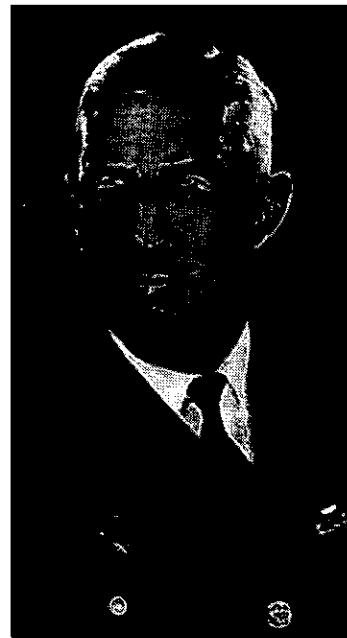
de plus en plus contraint à jouer « les maîtres Jacques ». La guerre moderne tend en effet à arracher le soldat à sa spécialité ; elle lui impose d'être un administrateur, un propagandiste autant qu'un combattant de type classique. Que cet effort de renouvellement permanent soit difficile, cela est hors de question. M. Planchais insiste avec juste raison sur l'inquiétude et la lassitude des cadres qui doivent faire face à des tâches toujours nouvelles. Mais cette inquiétude et

« L'armée est une nation dans la nation ; c'est un vice de nos temps. »

(Alfred de Vigny.)



Pierre de la Bollardière



Jacques Faure

Deux témoins contradictoires de la crise morale de l'armée.

faire face en Afrique du Nord à une guerre de type révolutionnaire. Il déplore que cette reconversion se soit opérée dans un climat de hâte et même de désordre : le gouvernement aurait donné l'impression de sacrifier une politique militaire à long terme à de passagères nécessités. Cette critique est sans doute excessive. L'évolution vers la guerre atomique n'empêchera pas en effet une évolution parallèle vers la guerre révolutionnaire. La formule des unités polyvalentes est sans doute la meilleure ; malgré toutes les difficultés, elle doit pouvoir être mise au point plus rapidement que ne le pense l'auteur.

De même il est difficile de partager ses regrets, quand il déplore que l'officier soit

cette lassitude ne sont sans doute pas sans remède. Elles tiennent peut-être essentiellement à une formation traditionnelle des cadres qui se révèle toujours plus étroite. Une action systématique d'information et de formation permettrait sans doute aux officiers d'accomplir plus aisément les multiples missions qui leur sont imparties. A cet égard, on peut regretter que M. Planchais n'ait pas insisté sur l'œuvre d'éducation entreprise par les services d'Action Psychologique et d'Information de la Défense Nationale et des Secrétariats d'État à l'Air et à la Marine.

Enfin, M. Planchais insiste sur les difficultés psychologiques que soulève l'intégration de l'Armée Française dans

des coalitions militaires. Il montre comment nos alliés se sont comportés parfois dans ce domaine avec peu d'habileté — l'indication A.E.O. (American Eyes Only) apposée paraît-il sur les papiers les plus confidentiels du Shape est un exemple frappant de cette maladresse. Mais, dans toutes les coalitions du passé, les coalisés se sont trouvés aux prises avec des difficultés de cet ordre. On ne peut en conclure à l'inutilité et à l'inefficacité des coalitions. L'intégration des Forces Armées Occidentales sur le plan Atlantique ou dans le cadre européen correspond en réalité à de pressants impératifs techniques et moraux. Contrairement à ce que pense M. Jean Planchais, l'histoire récente n'enseigne pas que l'idéal national soit le seul facteur moral efficace dans une guerre. Aujourd'hui les idéaux nationaux doivent être fécondés par des conceptions supranationales. Un peuple ne peut plus combattre et vaincre par simple passion nationaliste, mais par attachement à une certaine philosophie de l'existence. La force des Soviets est justement de s'appuyer sur un universalisme révolutionnaire ; l'attachement à une certaine conception de la personne humaine est la meilleure arme dont puisse disposer l'Occident.

L'analyse de l'état d'esprit « social » des officiers est peut-être ce qu'il y a de plus intéressant dans l'essai de M. Planchais. Des origines bourgeoises des officiers et leur paradoxale répulsion à l'égard de la bourgeoisie, leur sympathie pour les jeunes incorporés appartenant aux classes sociales les plus humbles, la conviction qu'il n'y a pas de problèmes sociaux insolubles et même la tendance à minimiser l'importance de ces problèmes, autant de faits et d'attitudes mentales qui sont lumineusement expliqués.

En revanche, l'étude des relations entre l'Armée et la Politique est assez décevante. M. Planchais a raison de critiquer certaines pratiques des gouvernants qui auraient tendance à rejeter sur les militaires la responsabilité de leurs propres fautes ou au contraire d'utiliser les sentiments supposés de l'Armée pour mener à bien leurs intrigues politiques. En même temps il insiste sur la crainte de la politique si fréquemment répandue dans les milieux militaires. Or il existe sans doute entre ces deux phénomènes des liens de causalité réciproques que M. Jean Planchais semble ignorer. Il est manifeste en effet que si l'Armée est un enjeu entre les mains des gouvernants, c'est en partie parce qu'elle manque de conscience politique. Les prises de position des grands chefs n'ont jamais inquiété beaucoup les gouvernements parce qu'elles s'inspiraient toujours de préoccupations trop étroitement militaires ; elles se fondaient sur une mécon-

naissance si profonde des problèmes économiques ou politiques qui se posaient à la nation qu'elles ne pouvaient pas avoir grand retentissement. A la limite, on pourrait même soutenir que l'étroit « professionnalisme » des militaires faisait tellement l'affaire des politiques que ces derniers n'ont jamais favorisé le travail d'éducation politique dans l'Armée.

En réalité, les difficultés qui s'élèvent périodiquement entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire tiennent surtout à un isolement mental mutuel. Les politiques redoutent l'Armée et ignorent ses problèmes ; en temps de paix, ils s'efforcent de réduire les dépenses militaires considérées comme improductives, quitte à demander à l'Armée plus qu'elle ne peut donner en temps de guerre. Mais inver-

sement les militaires ignorent et méprisent la politique ; les graves problèmes qui se posent au pouvoir civil leur paraissent trop souvent se réduire à des querelles de mots. Une entente durable et efficace entre la politique et l'Armée dépend avant toute chose d'une meilleure compréhension mutuelle.

Le livre de M. Jean Planchais a été généralement apprécié dans les milieux militaires. Ce succès, que le talent de l'auteur suffirait à expliquer, a des causes plus profondes. En mettant le pouvoir politique en face de ses responsabilités sans mettre toujours l'Armée en face des siennes, Jean Planchais allait incontestablement dans le sens des passions de ses lecteurs militaires.

X. X. X.

JEUNESSE 58

« C'EST la fièvre de la jeunesse qui maintient le monde à sa température normale », disait Bernanos. Si l'on en juge par les diverses enquêtes menées auprès des moins de trente ans par *L'Express*, *Arts*, *Les Cahiers Pédagogiques*, la jeunesse contemporaine française n'a pas la fièvre !

L'entreprise est délicate et un peu téméraire de vouloir décrire le visage exact de l'ensemble des jeunes Français en 1957-1958, car il s'agit d'un milieu ou plutôt de milieux qui, par essence, ne sont heureusement pas encore fixés dans leurs options, leurs jugements, leurs engagements. Il faudrait aussi distinguer les jeunes ruraux, les jeunes ouvriers, les étudiants, les bourgeois, les petits-bourgeois, la jeunesse dorée et celle qui ne l'est pas, les membres des mouvements de jeunesse et les individualistes, etc.

Il semble toutefois possible de dégager de toutes ces enquêtes quelques caractéristiques essentielles qui se retrouvent partiellement dans les réponses relatives aux problèmes politiques que nous avons reçues à *France-Forum* et dont nous rendons compte par ailleurs. Ce qui frappe surtout chez nos jeunes, c'est leur volonté de lucidité, leur hostilité à l'égard de tout verbalisme sentimental ou démagogique, leur forte méfiance vis-à-vis des idéologies.

Soucieuse de ne pas être dupe, veillant à ne pas se laisser prendre au mirage des mots, la jeunesse actuelle se révèle plus raisonnable que passionnée, plus circonspecte qu'engagée, plus pratique qu'imaginative.

Réaliste, vivant dans le présent, elle se donne des objectifs limités, précis, concrets, proches, tels que la recherche

d'une profession stable, lucrative, la création d'un foyer permettant de réaliser un bonheur familial.

Ce n'est pas un des aspects les moins marquants et les moins surprenants des garçons et des filles modernes, apparemment si désinvoltes et si affranchis, que leur aspiration à fonder une famille heureuse. Nous voilà loin des films de Brigitte Bardot et des romans de Françoise Sagan ! Il est significatif l'abondant courrier que l'hebdomadaire *Arts* a reçu de jeunes gens et de jeunes filles qui déclarent catégoriquement à propos de M. Vadim et de M^{mes} Sagan et Bardot : « Ces gens-là ne nous représentent pas, nous n'avons rien de commun avec les personnages qu'ils incarnent ou qu'ils décrivent. » « Les problèmes de la jeunesse saine existent, écrit un correspondant de *Arts*, ce sont les difficultés qu'elle éprouve à se loger, à se faire une place dans la Cité, ce sont ses angoisses devant la mécanisation du monde actuel, devant les florissants marchés des robots et des canons, devant les inquiétantes perspectives d'un univers résonnant de préparatifs belliqueux. »

Avec vigueur, Camille Bourniquel s'élève dans *Esprit* contre les simplifications arbitraires selon lesquelles les traits principaux de la jeunesse 1958 sont ceux mis en évidence et illustrés par les quelques célébrités qui ont rapidement acquis dans la littérature, le cinéma, la peinture une réputation de précoce talent : « Dans cette réalité dialectique qu'est une génération, n'est-il pas aventureux d'élire telle jeunesse aux dépens de telle autre ? S'il existe plusieurs France, il existe de même plusieurs jeunesses, et ainsi sera-t-on amené à découvrir d'autres émergences morales.

que celles provoquées par la passivité, le désenchantement, la réussite facile et la gratuité. »

Préoccupés d'atteindre le bonheur par la prospérité matérielle et familiale, les jeunes paraissent, dans leur immense majorité, peu enclins à participer à l'action politique et sociale. Persuadés que les décisions déterminant l'orientation de leur pays et du monde sont prises à un échelon qui les ignore ou les néglige, ils craignent d'être utilisés comme des moyens au service de fins équivoques ou vaines, et finalement plus dangereuses que bénéfiques.

Les remous et les bagarres intermittentes qui agitent ces temps-ci le Quartier Latin ne sont le fait que d'une petite minorité estudiantine, et il serait, pour le moment, prématuré de voir dans cette effervescence le témoignage d'une fermentation politique de la jeunesse française.

Désenchantés, désabusés, déçus par le spectacle ubuesque et tragique qu'offre notre époque, les jeunes de ce demi-siècle ne sont ni des rêveurs, ni des enthousiastes, ni des révoltés, ni des anarchistes, ni des écervelés, ni des débauchés. S'ils trouvent dans les rythmes frénétiques du jazz une brève évasion à l'angoisse inhérente à tout être pensant, ce comportement n'a rien de révolutionnaire ni même de très original. L'adhésion aux formes les plus exacerbées de la musique de jazz n'est-elle pas, chez certains, plutôt que l'affirmation de la prétendue fureur de vivre, un recours commode pour échapper à un désarroi spirituel et à un vide moral plus ou moins inconsciemment ressentis ?

Faut-il conclure que la « nouvelle vague », en France, est embourgeoisée, pantouflarde, égoïste, étriquée, atone, indifférente aux grands projets nationaux et internationaux, insensible aux valeurs de justice et de liberté ?

En des termes qui auraient gagné à être plus nuancés, le sociologue Henri Lefebvre exprime, dans *L'Express*, son refus de conclusions aussi pessimistes : « S'embourgeoiser, n'est-ce pas rétrécir son horizon, préférer ses pantoufles et se désintéresser du monde ? Or les jeunes gens interrogés se sentent de leur temps, ils partagent ses problèmes, ils s'indignent contre l'injustice et l'inégalité sociales, ils estiment en majorité que l'on peut remédier à l'injustice. Beaucoup s'affirment prêts à risquer leur vie pour le foyer et pour les enfants, sinon pour la patrie, la paix, l'humanité. »

Le très dense numéro des *Cahiers Pédagogiques* consacré au malaise de la jeunesse, réunit les analyses et les observations de responsables d'organisations universitaires, de médecins, d'éducateurs, de sociologues, de parents, d'enseignants, de juges, d'assistantes

sociales; de journalistes. Georges Hourdin se demande si le fascisme ne se présentera pas comme une solution tentante pour cette jeunesse incertaine qui assiste à la crise de la Nation sans manifester d'émotion visible. Il ne serait pas inutile de s'interroger aussi sur les possibilités de séduction d'un communisme habile à exploiter les mécontentements et les déceptions. Le mépris de la présente conception de la démocratie parlementaire, estimée impuissante à donner un style et un sens à la vie politique, le goût de l'organisation, de l'ordre, de la technique risquent, pour des motifs où la doctrine n'aura que peu de part, de conduire progressivement les nouvelles générations vers les systèmes totalitaires de droite ou de gauche, fossoyeurs de la liberté.

Un professeur d'un lycée lyonnais souligne, de façon un peu trop schématique, les différences qui séparent ceux qui ont eu vingt ans en 1940 et ceux qui ont vingt ans en 1958 :

« Une génération qui a eu un idéal — et ce n'est sans doute plus arrivé depuis — c'est celle qui a eu vingt ans en 1940. Qu'elle ait choisi la Résistance ou qu'elle ait pris le parti de la Révolution Nationale, elle s'est lancée dans l'action, décidée, dans l'un et l'autre cas, à relever la France meurtrie. Ces jeunes de 1940 ce sont les adultes d'aujourd'hui. Ils n'ont pas dansé, ils n'ont pas cassé de chaises pour l'amour d'un trompettiste noir, ils n'ont pas pétaradé sur une motocyclette. Il y avait mieux à faire alors. Il n'y a donc pas mieux à faire à l'heure qu'il est ? »

Un tel jugement serait sans doute récusé par le jeune intellectuel qui dans *Esprit* s'adresse en accusateur à ses prédécesseurs : « Vous nous reprochez notre passivité que nous voulons, nous, appeler notre sagesse. Comprenez que ce sont des valeurs de paix et d'amour que nous nous efforçons péniblement de porter au jour. La Libération, après la guerre, fut un beau gâchis; d'erreurs en erreurs et de luttes pour les piastres à la lutte pour les privilèges de M. Borgeaud, nous avons lentement gravi, sous votre égide, les échelons du mal... Nous savons que de nous dépend l'avenir de la France. Nous éviterons la passion, elle nous entraînerait trop loin. La guerre d'Algérie, si grave et si atroce soit-elle, n'est qu'une manifestation de la déchéance française. Nous nous efforçons de comprendre cette déchéance et de remonter patiemment le cours du temps. Ne nous blâmez pas d'être attentifs; l'avez-vous été ? »

Un étudiant de *Vin nouveau*, où l'on prétend cultiver une éthique de la conscience paisible, fait écho à ce réquisitoire et proclame avec une impitoyable dureté qui ne va pas sans beaucoup

d'injustice : « Pour avoir accepté de nous faire un monde semblable, il a fallu que nos parents ne soient pas très lucides ni très courageux; en dernier ressort, n'ont-ils pas été de mauvais parents parce qu'ils étaient aussi de piètres adultes. »

L'intelligentzia de gauche n'est pas ménagée : « Nous sommes en rupture avec l'ancienne vague parce qu'un engagement trop passionné l'a hissée : Vercors, Sperber, Roy, Suffert, Bourdet, que racontent-ils d'autre que des défaites ? »

A ces implacables et cinglants reproches, André Mandouze (avec qui nous fûmes quelques-uns à vivre de 1941 à 1944 une aventure délibérément choisie) réplique dans *Témoignage Chrétien* : « Une hypertrophie de lucidité me semble, pour ce qui est de l'efficacité, autrement stérilisante qu'une certaine naïveté en face de l'obstacle. » Mais, après tout, notre incapacité d'exploiter les victoires de la Résistance et d'en sauvegarder l'esprit ne donne-t-elle pas à la jeunesse le droit d'être abusivement sévère à notre égard ?

Sans illusion, empiriques, réfléchis, prudents, sceptiques, désireux de bien-être, de paix et de sécurité, ces jeunes seront peut-être, demain, plus efficaces que leurs aînés qui n'ont pas réussi à incarner dans la réalité les généreuses espérances de leurs vingt ans. Toutefois ne doit-on pas craindre que l'état de disponibilité de ces générations montantes, leur absence d'idéalisme, ne les rendent plus vulnérables et ne les livrent aux redoutables aventures du nihilisme ou des extrémismes ?

D'où l'impérieuse nécessité d'intégrer et d'associer davantage les jeunes à la vie de la Cité, en leur proposant des objectifs qui ne soient marqués ni du signe de l'incohérence ni de celui de l'hypocrisie, en les appelant à participer à la construction d'une démocratie qui ait la figure de l'espoir et non le masque de la décadence. Et n'y a-t-il pas l'Europe, ou plus précisément l'Eurafrrique, qui puisse offrir la direction d'un avenir ouvert ?

HENRI BOURBON.

DESSINS ET PHOTOS

COULOIRS ET COULLISSES : *Associated Press*.
TRAVAUX ET LES JOURS : *Associated Press*,
U. F. P.

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI I : *Bouhal*,
U. S. I. S.

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI II : *Willy Rouis*,
Intercontinentale, A. G. I. P. *Magnum*.

ENQUÊTE JEUNESSE : *Charbonnier*, *Bouhal*.
ENQUÊTE ALGÉRIE : *Charbonnier*, *Bouhal*.
ARTS : *Lipinski*, *Télécinés*, *Bernard Desjardin*.

NOTES DE LECTURE : *Intercontinentale*
Express.



BONS DU TRESOR

VOUS QUI AVEZ DES DISPONIBILITÉS
et désirez effectuer un placement commode et avantageux

VOUS AVEZ LE CHOIX :

BONS à 1 et 2 ANS
RENDEMENT
IMPORTANT

**BONS à INTÉRÊT
PROGRESSIF**
PARFAITE LIQUIDITÉ

Jeune Patron

REVUE MENSUELLE

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL 1958

- **Éditorial : Biarritz 1958** *Jacques Bruneau*
- **La réforme de l'État** *Robert Lecourt*
- **L'exemple d'une agglomération.** *Robert Delannoy,
Maurice Olibier,
Maurice Hannart*
- **L'avenir à long terme plus brillant que l'horizon proche** *Alfred Sauvy*
- **Paris, capitale ou ville assistée?** *François Saint-Pierre*

Prix du numéro : 175 F ÉDITIONS ÉTAPE, C. C. P. 6321-77, 19, avenue George-V, Paris-8^e

ENVOI D'UN NUMÉRO SPÉCIMEN SUR SIMPLE DEMANDE

ANIMAL RAISONNABLE OU MAMMIFÈRE SINISTRÉ ?

par Étienne BORNE

TOUJOURS aux écoutes des neuves prouesses de l'intelligence philosophique la plus avancée, notre confrère *l'Express* a publié dans son numéro du 3 avril dernier un texte de Jean-Paul Sartre qui, sous le modeste prétexte de tracer un *Portrait de l'Indifférent*, modifie révolutionnairement la conception usuelle de l'homme en proposant une définition fracassante et inédite de notre nature. L'homme était tenu jusqu'ici par le commun des philosophes pour un animal raisonnable, un vivant qui s'était élevé ou avait été élevé par un élan créateur à la lumière et à la dignité de la pensée. Jean-Paul Sartre a changé tout cela par un coup d'État métaphysique qui renvoie désormais Platon et Aristote, Descartes et Bergson au musée des antiquités périmées. L'homme est en effet le résultat de « *cette affreuse catastrophe qui s'est abattue sur quelques représentants du règne animal, la pensée ; en un mot, nous resterons longtemps encore des mammifères sinistrés.* »

L'EXISTENTIALISME n'a donc pas épuisé toute sa vertu et n'est pas incapable de nous ménager de bonnes surprises : le pape de l'école, tout athée qu'il se proclamât, était embarrassé par l'homme et se demandait d'où pouvait venir une aussi étrange créature qui met le comble à l'absurdité de l'univers ; l'énigme est maintenant résolue : l'homme a surgi d'un désastre primordial, éclatant dans une nature jusque-là heureuse, d'une déchéance primitive interrompant sans crier gare l'immémoriale innocence de l'animalité. Que nous disait-on que le dogme religieux de la chute était inassimilable à une intelligence moderne et progressiste ? Voici un philosophe très avancé, puisqu'il a la caution de *l'Express*, et qui explique, si l'on peut dire, l'apparition de la pensée dans une espèce animale et la naissance de l'homme par un accident qui contrefait, à s'y méprendre, le péché originel de la Bible. Un péché originel, il est vrai, sans Dieu ; et tout se passe

comme si, après « la mort de Dieu », comme ils disent, seul le diable restait disponible pour créer l'homme.

Comment ce romantisme noir n'imposerait-il pas la vision la plus désespérée et donc la plus réactionnaire de l'homme et de son histoire ?

SARTRE cependant est progressiste, il croit ou se force à croire à l'avenir de l'homme, et *l'Express* ne le mettrait point en vedette s'il n'était un intellectuel de la plus pure gauche et s'il n'appartenait à notre philosophie des lumières. Et, de fait, condamner, malgré tant de gages antérieurs donnés au communisme, les massacres de Budapest, écrire contre la torture les pages récemment saisies, il y a là une noblesse faite pour relever un peu la dignité du « mammifère sinistré ». Ou pour mieux dire dans l'affaire, le « mammifère sinistré » est bien plutôt l'anonyme fonctionnaire aux ordres de M. Bourges-Maunoury ou de M. Chaban-Delmas, qui a fait détruire le texte de Sartre, exception qui ne saurait valoir pour définir l'universalité de notre espèce.

IL reste qu'une contradiction de stérilité et de paralysie habite la philosophie de Jean-Paul Sartre. Après avoir tant donné à un destin maléfique et fait du mal un absolu et une origine, il ne saurait inventer qu'une espérance désespérée faite de protestation et de refus. Aussi est-ce une harmonie préétablie qui fait de Sartre le génie d'une nouvelle gauche vouée à l'opposition et la négation, puisque, selon la doctrine du maître, toute positivité est à droite et donc suprêmement haïssable. Même celui qui professe l'absurde, la logique le tient, catastrophiquement ; et du « mammifère sinistré » ne sortira jamais ni la figure de l'« animal raisonnable », ni l'espoir politique, mais la grimace, la magie noire — et, au mieux, le cri inutile, beau et incompréhensible contre le règne des ténèbres.